

Santé: le chef du NPD cite Bouchard en exemple

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Alexa McDonough a tiré une salve à sa façon dans la campagne électorale québécoise, créant tout un émoi hier chez les libéraux fédéraux aux Communes lorsqu'elle a affirmé que Lucien Bouchard faisait davantage pour la santé au Québec que le gouvernement de Jean Chrétien au Canada.

« Il semble que Lucien Bouchard porte plus d'attention aux soins de santé que ce gouvernement », a lancé le chef du Nouveau parti démocratique, qui reprochait au premier ministre les coupes de six milliards dans le système de santé depuis 1993. « Quand ce gouvernement remettra-t-il dans la santé l'argent qu'il a puisé à même l'assurance-maladie ? » a demandé le chef du NPD.



Alexa McDonough

Les libéraux vont aussitôt devenus furieux et vociféraient des insultes à Mme McDonough alors que le Bloc québécois applaudissait l'intervention du chef néo-démocrate.

Mme McDonough a notamment demandé que Ottawa réinvestisse immédiatement — et non au cours des cinq prochaines années — 2,5 milliards dans le secteur de la santé.

Alors que la campagne électorale fait rage au Québec, les libéraux ont tout de suite assimilé l'interpellation de Mme McDonough à une gifle à Jean Charest, ce qu'a nié l'intéressée.

« Ça ne me surprend pas, à-t-elle dit, que les libéraux fédéraux essaient de faire cela pour détourner l'attention de la vraie question, c'est-à-dire le démantèlement du système de santé. Tout indique, par exemple, que la province de l'Ontario songe sérieusement à se retirer de l'assurance-maladie. On sait ce que cela signifie pour le reste du Canada. Notre système de soins de santé universel est une valeur absolument fondamentale de ce pays. »

Mme McDonough a affirmé que le gouvernement Bouchard avait aussi procédé à des coupes sévères dans la santé mais qu'il avait « heureusement » compris qu'il fallait faire marche arrière. « Ce que nous demandons au gouvernement fédéral, a ajouté le chef néo-démocrate, c'est de faire la même chose. Parce que lorsque nous voyons ce gouvernement brandir le drapeau canadien, comme il l'a fait à la Chambre cet après-midi, cela détourne l'attention des Canadiens qui doivent réaliser que le démantèlement de leur système de santé mènera inéluctablement au démantèlement du Canada. »

Toute cette histoire a éclaté dans la foulée des rumeurs qui veulent que le gouvernement ontarien de Mike Harris, exaspéré par les transferts réduits qu'il reçoit d'Ottawa dans le domaine de la santé, se retire de l'assurance-maladie au profit d'un système de santé privé plus apte à rencontrer la croissance des demandes dans la province.

Le gouvernement fédéral verse deux milliards à l'Ontario pour les soins de santé, soit seulement 11,5 % des 18,5 milliards qu'il en coûte annuellement à la province pour répondre à la demande.

Le ministre de la Santé, Allan Rock, s'est fait on ne peut plus laconique sur ces questions. Il s'est dit préoccupé « comme tous les Canadiens » du système de santé et du scénario envisagé par Mike Harris. « L'assurance-maladie, a-t-il dit en refusant d'entrer dans les détails, sera au coeur de nos prochains investissements. M. Chrétien a dit que ce serait la grande priorité du prochain budget. »

Charest propose une assurance pour les travailleurs autonomes

KATIA GAGNON
SAINT-SAUVEUR-DES-MONTS

À défaut d'une participation à l'assurance-emploi, c'est une nouvelle assurance-autonomie que le Parti libéral offrirait au demi-million de travailleurs autonomes du Québec. Le nouveau régime leur permettrait, moyennant une cotisation pendant trois ans, de bénéficier d'une compensation salariale en cas de maladie ou de grossesse.

Afin d'offrir une protection sociale aux travailleurs autonomes, dont le nombre a connu une véritable explosion depuis le début des années quatre-vingt-dix, croissant de 21 % en cinq ans, le chef libéral, Jean Charest, propose de mettre sur pied un programme inédit, qui leur offrirait neuf semaines d'indemnisation par année moyennant une cotisation de 2 % de leur salaire.

Les pigistes de tous ordres devraient cependant cotiser pendant trois ans au régime pour bénéficier de prestations, qui équivaldraient à 66 % du salaire brut, avec un maximum de gains assurables de 36 000 \$, ce qui est comparable à l'assurance-emploi. En vue d'une grossesse, il serait possible de cumuler une banque de congés pendant un maximum de deux ans. Avant de se joindre au régime, les travailleurs devraient cependant faire partie d'un regroupement professionnel qui certifierait de leur statut de travailleur autonome.

« C'est un dossier relativement nouveau sur le plan de l'administration publique et ça s'inscrit dans le plan de croissance du Parti libéral qui a pour but de remettre les gens au travail », fait valoir le chef du PLQ. En bénéficiant d'une telle assise, plus de gens pourraient choisir de faire le saut dans le marché du travail



Le chef libéral, Jean Charest, fait l'essai d'une paire de bottes d'hiver dans une boutique de la région des Laurentides, où il faisait campagne hier.

autonome, estime M. Charest. « On veut leur permettre de faire ce choix plus librement. »

Dans le plan de leur régime, qui s'autofinanceraient totalement, les libéraux, prudents, ne prévoient qu'une participation initiale de 25 % des 500 000 travailleurs autonomes et escomptent que 10 % se prévaudront annuellement des prestations. Mais si le bassin de cotisants augmentait à 50 %, le programme pourrait être bonifié pour assurer la même protection que l'actuelle assurance-emploi, à laquelle les travailleurs autonomes ne peuvent cotiser puisqu'ils sont à la fois l'employeur et l'employé. En cas de période creuse, les pigistes pourraient donc bénéficier d'un revenu assuré.

« On voit ça comme un effort pour partir la roue: on s'est dit qu'on ne pouvait pas ne pas agir. Et on ouvre la porte, évidemment, à aller plus loin », souligne M. Charest. « C'est un bon exemple de la façon dont nous voulons recentrer l'État. Nous annonçons une nouvelle intervention de l'État, mais adaptée aux années 2000, pas aux années soixante. »

De plus, un gouvernement libéral offrirait aux travailleurs autonomes un nouveau Régime enregistré d'épargne formation, calqué sur les REER, que les travailleurs pourraient utiliser, sans devoir payer d'impôt, pour financer des activités de formation, qui ne se limiteraient pas à des cours. La mesure, à laquelle environ 10 % des travailleurs autonomes participeraient, prévoyait les libéraux, coûterait environ dix millions annuellement.

En matinée, en tournée dans le comté de Bertrand, remporté par les libéraux en 1994 par une centaine de voix, le chef libéral a rencontré une dizaine de travailleurs autonomes de la région de Laurentides. À la suite de l'annonce de son programme, plusieurs d'entre eux se sont montrés surpris et enthousiastes. « Je suis assez stupéfait que quelqu'un y ait enfin pensé. Moi, ça fait 20 ans que je fais de l'immobilier et on n'a aucune sécurité. Ce n'est pas nécessairement tout le monde qui peut se payer une assurance-salaire », lance Denis Plouffe, un agent immobilier pour Remax, qui se dit convaincu que le nombre de travailleurs autonome pourrait bondir de 50 % avec l'instauration d'une telle mesure.

Colmater les brèches dès 5 heures le matin...



Denis Lessard

Après une journée pleine de pelures de bananes lundi, les responsables des communications de l'équipe de Jean Charest avaient, hier, dès 5h du matin, le mandat de colmater les brèches, et vite.

Les journaux d'hier n'avaient rien pour réjouir les stratèges libéraux. Un maire ne parlait pas assez: Myroslaw Smereka de Saint-Jean-sur-Richelieu était resté sur le frein en commentant les engagements municipaux du PLQ. L'autre parlait trop: maire sortant de Trois-Rivières et candidat vedette, Guy Leblanc avait un peu trop acaparé l'attention des médias en faisant un rapprochement entre Jean Charest et Maurice Duplessis. Surtout, l'engagement de Lucien Bouchard de réinvestir dans la santé était repris partout, en bonne place.

« On a dit la même chose à la différence que nous on n'a pas de chiffres à donner », laisse tomber un bénévole — leur anonymat avait été demandé — lors de la réunion quotidienne sur l'alignement du message libéral, à laquelle La Presse a pu assister — après l'avoir demandé voilà quelques semaines.

Cette absence de chiffres sur les engagements de Jean Charest dans le secteur de la santé est un embarras depuis le début de la campagne libérale. Les stratèges libéraux veulent fermer vite ce débat, probablement cette semaine, à l'occasion

d'une rencontre entre M. Charest et l'Association des hôpitaux. « Ça va tourner à la guerre de chiffres mais à partir de ce moment, l'attention ne sera plus là-dessus », d'expliquer Martial Filion, l'ancien chef de cabinet de Daniel Johnson, responsable désormais du groupe In-tact (pour Intervention tactique), une dizaine de bénévoles qui s'astreignent dès la barre du jour à faire le suivi des médias pour alimenter la stratégie de communications de la campagne libérale.

Une heure après la réunion, vers 7h, le quartier général faisait déjà parvenir à l'ensemble des candidats libéraux un argumentaire où on rappelait que M. Bouchard avait annoncé « trois fois depuis un an la fin des compressions dans la santé ». Avec l'annonce du Parti québécois, le réseau sera au même point en 2001 qu'avant les compressions de Jean Rochon: « Il a coupé 2,1 milliards et il retournera 2,1 milliards, le net c'est zéro », suggère-t-on comme « ligne » aux candidats.

L'évaluation des reportages télé de la veille et des journaux du matin est apportée toute chaude à la réunion du « war room », le centre nerveux proprement dit de la campagne libérale, que préside vers 7h Alain Cousineau, le directeur de la campagne libérale et président de SECOR. « On n'a pas dérogé d'un iota de notre plan de campagne », insistait-il hier. Le premier ministre Bouchard a paru à la remorque en arrivant après le PLQ pour ses engagements sur la santé et les baisses d'impôts, dit-il.

Hier matin chez les « communicateurs » libéraux, on observait, préoccupé, l'insistance des reportages à mettre en exergue le droit au lock-out des villes dans les engagements libéraux, comme une promesse de confrontation avec les syndicats.

Parfois des fausses balles prennent des proportions surprenantes en région. Reliée au comité par

téléphone, une bénévole de Québec réclamait d'urgence que « quelqu'un aligne Jacques Langlois », le candidat vedette du PLQ dans Montmorency — il quitte la mairie de Beauport pour tenter sa chance au provincial. En marge de l'annonce « municipale » du PLQ, lundi, M. Langlois avait débâillé des détails tirés davantage de son interprétation que des « engagements du programme », affirmait-elle.

Illustration que tout est mesuré dans ces groupes, le comité du PLQ évaluait même avoir perdu « la bataille des photos » dans les journaux d'hier: les illustrations de la campagne Charest étaient moins nombreuses, moins importantes et moins bien jouées que celles transmises depuis la tournée péquiste.

À l'issue d'une réunion spéciale lundi soir — après en avoir nié l'existence, les stratèges libéraux parlaient plutôt de « war room élargi » à une quinzaine de personnes au lieu des huit ou neuf habituelles —, le clan Charest estimait avoir identifié la cause des bavures de lundi. L'arrimage manquait entre la tournée Charest et l'organisation libérale aux endroits où devait atterrir le chef.

Par exemple, une personne avait été mandatée pour informer le maire de Saint-Jean sur le programme libéral à l'égard des municipalités. À entendre l'appréciation plutôt réservée du maire, quelques instants après l'annonce de M. Charest, l'entourage du chef, méduisé, s'est rendu compte qu'il n'avait pas été mis dans le coup. Même problème avec le maire Leblanc: une simple lecture de son projet d'allocution aurait permis d'expurger sa référence duplessiste.

« Il y avait des choses à corriger », convient-on facilement au PLQ. Lundi soir, l'atmosphère était tendue compte tenu du peu de temps laissé aux organisations pour s'ajuster.

Les péquistes font leurs choux gras du métro de Laval

VINCENT MARISSAL

Même si Lucien Bouchard et Bernard Landry ont insisté pour dire, le mois dernier, que le prolongement du métro à Laval n'était pas une promesse électorale, les cinq candidats péquistes du coin ont bien l'intention d'en tirer le maximum d'ici au 30 novembre.

C'est avec cet atout majeur dans leur manche que les ministres sortants Serge Ménard (Laval-des-Rapides), David Cliche (Vimont) et Joseph Facal (Fabre), leur collègue députée Lyse Leduc (Mille-île) et la candidate Monia Prévost (Chomedey) ont offert aux médias un tour d'autobus autour du réseau autoroutier de l'île Jésus. Les péquistes sentent le souffle chaud de leurs adversaires libéraux engagés dans une course très serrée dans toute l'île, sauf à Chomedey, où les libéraux ont une confortable majorité.

Jurant que « cette fois est la bonne » et que Laval aura son métro avant les prochaines élections provinciales, les cinq candidats se félicitent aussi d'avoir complété des travaux d'amélioration du réseau routier de plus de 80 millions depuis 1994.

Pour Serge Ménard et ses collègues, le métro est déjà parti, et ils souhaitent laisser les libéraux sur le quai.

Le quintette de candidats péquistes de Laval tente d'ailleurs de mettre de la pression sur les candidats libéraux. Ils se disent surpris du silence de leurs adversaires dans ce dossier de première importance pour Laval.

« Il semble qu'à Laval tout le monde soit heureux de l'arrivée du métro, sauf les candidats libéraux qui restent muets, a indiqué le député sortant de Fabre, Joseph Facal. S'ils (les libéraux) sont contre, il leur reste 27 jours pour le dire. »

Selon M. Facal, le chef de l'opposition, Monique Gagnon-Tremblay, et le président du caucus libéral, Jacques Chagnon, ont laissé entendre qu'il aurait mieux valu attendre avant d'annoncer le lancement du projet de 180 millions.

Quant à Jean Charest, il n'a pas remis en question la pertinence du métro à Laval, mais il a demandé où le gouvernement Bouchard avait trouvé l'argent pour le construire.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

L'Hiver au SOLEIL

Ne manquez pas ce cahier spécial sur les différentes destinations ensoleillées, samedi dans

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT
MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Montréal: où est passée la révolution?

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, Lucien Bouchard s'était engagé à faire de Montréal sa priorité. « Nous sommes prêts à en faire une révolution », avait-il promis.

C'était il y a presque trois ans. La révolution n'a pas eu lieu. Tout ce qui en reste, c'est un ministre — celui de la Métropole — au bulletin bardé d'échecs. La présente campagne électorale ramène l'avenir de Montréal sur le tapis. Mais rien pour l'instant ne permet d'espérer que l'on a vraiment tiré la leçon des flops passés.



Agnès Gruda

agruda@lapresse.ca

Le gouvernement Bouchard a l'intention de tenir un sommet sur la région après les élections. Le pacte fiscal, longtemps promis et reporté, est de plus en plus remis en question. À la veille des élections municipales, le premier ministre y est allé d'une déclaration assassine, menaçant de met-

tre fin à l'aide ponctuelle grâce à laquelle Montréal a pu boucler ses budgets des dernières années.

Jean Charest, qui n'a pas encore ses intentions métropolitaines, s'est dit fermement opposé aux fusions municipales forcées, ce qui n'est pas sans incidence sur l'avenir de la région. Enfin, Mario Dumont a remis en circulation le vieux rêve de Jean Drapeau : une île, une ville.

Que faut-il espérer pour la métropole? De nouvelles sources de revenus? De nouvelles structures? Il s'agit en fait de deux démarches complémentaires, que l'on traite à tort comme deux dossiers séparés.

À l'heure où on se parle, Montréal est dysfonctionnelle. Ses responsabilités sont trop importantes pour les moyens dont elle dispose, ce qui alourdit son fardeau fiscal, fait fuir sa population et diminue d'autant ses ressources. Le cercle vicieux, quoi.

Ce déséquilibre peut être corrigé en partie par un nouvel accord avec Québec. Mais il sera politiquement difficile d'y parvenir tant que la région métropolitaine n'aura pas appris à parler d'une seule voix. Il faut donc commencer par repenser la région.

Comment faire, ici, pour éviter les écueils sur lesquels se sont abîmés tous les efforts passés? Sûrement pas tenir un autre sommet, comme l'envisage M. Bouchard. Des sommets, il y en a déjà eu en masse. La métropole a été disséquée en long et en large. Le problème, c'est que les colloques et les forums n'ont été que des exercices frileux, n'osant pas aller au bout de leur logique.

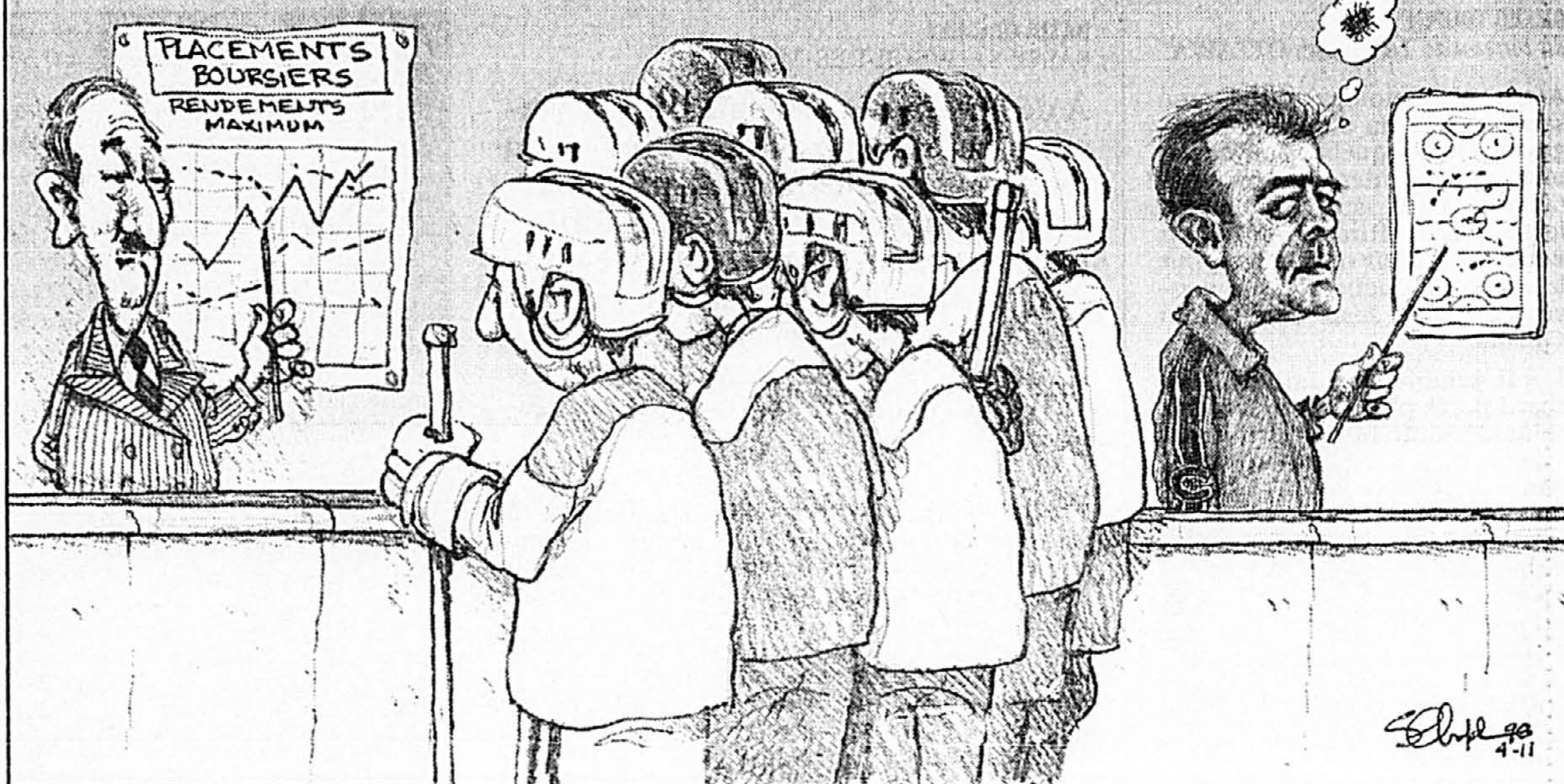
L'exemple de Toronto, qui a accompli des pas de géant pendant que Montréal tournait en rond, est très éclairant. Depuis la fin des années quatre-vingt, les conseillers du Toronto Métropolitain (l'équivalent de notre CUM) étaient élus au suffrage universel. La fusion forcée de Toronto avec ses cinq voisines n'en a pas moins soulevé un tollé. Mais si le mariage a finalement réussi, c'est qu'un sentiment d'identité régionale existait déjà.

Aujourd'hui, la métropole ontarienne est déjà rendue plus loin. La nouvelle Greater Toronto Area Marketing Alliance, qui regroupe 29 municipalités et près de cinq millions d'habitants, fait de la prospection pour attirer des investissements dans la grande région torontoise. On ne se tire plus dans les pieds, on agit ensemble.

Au Québec, la Commission de développement métropolitain, qui devait parler et agir au nom de toute la région, n'a jamais vu le jour. Il y a une bonne raison pour cela : on voulait y entasser trop de municipalités qui n'avaient rien en commun.

Si l'on doit reprendre l'exercice, il faudra redessiner la carte la métropole, la limiter à la CUM, à Laval et à Longueuil avec leurs satellites immédiats. Puis, seul un lien électoral direct permettrait ensuite d'asseoir l'identité de cette métropole réelle. La mayonnaise aurait d'autant plus de chances de prendre si l'on a le courage de diminuer le nombre de joueurs et d'effacer des frontières artificielles. Une île une ville? Pas nécessairement. Mais « une île 15 villes », au lieu de 29, ce serait déjà un progrès. Pour ne pas dire une révolution...

QUE SE PASSE-T-IL AVEC NOS GLORIEUX?



Savoir partir

Les circonstances auront joué un vilain tour au député sortant de Lévis, l'ancien ministre Jean Garon. Conscient du fait que son avenir est derrière lui à l'Assemblée nationale mais incapable de se résigner à ne plus exercer de pouvoir, celui-ci a pensé avoir trouvé la solution à son problème en tentant d'échanger son poste de parlementaire pour celui de maire de sa ville.



Pierre Gravel

pgravel@lapresse.ca

Ses concitoyens lui auront cependant réservé une bien mauvaise surprise, dimanche, en l'élisant, certes, comme premier magistrat mais à la tête d'un conseil municipal contrôlé par l'opposition. Résultat : s'il surmonte son dépit et renonce à démissionner deux jours après sa victoire à la Pyrrhus, il devra se contenter d'une fonction honorifique et laisser les décisions à ses adversaires.

Le beau côté de cette mésaventure, c'est qu'il est maintenant trop tard, pour lui, pour faire marche arrière et tenter d'être à nouveau candidat péquiste aux élections du 30 novembre. Autrement dit, même si c'est à son corps défendant, M. Garon aura au moins, en cédant sa place, permis à son parti de se renouveler un peu. À voir combien d'autres députés, qui n'ont manifestement plus grand-chose de neuf à apporter, se cramponnent à leur poste, on ne peut que regretter que la chose municipale n'ait pas eu un plus grand pouvoir d'attraction sur plusieurs de ses collègues.

On n'a, en effet, qu'à jeter un coup d'oeil sur la liste des députés qui aspirent à une réélection pour constater que, s'il y a actuellement un vent de changement, ce n'est certainement pas au sein des équipes de candidats qu'on peut le constater. C'est évidemment plus flagrant du côté du PQ où la proportion de ceux qui ont une feuille de route passablement longue est plus grande que dans le Parti libéral où la défaite électorale de 1994 a forcé le départ de quelques vétérans et favorisé l'apparition de nouvelles figures. C'est là une des retombées positives d'un passage dans l'opposition même s'il est clair qu'il reste encore quelques députés libéraux sortants qui auraient bien pu se retirer

cette fois sans créer une perte irréparable dans la vie politique québécoise. Soit parce qu'ils ont déjà donné ce qu'ils avaient à donner. Ou encore qu'il est clair qu'on n'aurait rien à perdre si on les remplaçait. Personne, par exemple, ne s'en porterait plus mal si André Bourbeau, Yvon Vallières, Normand Cherry et quelques autres avaient décidé de se retirer plutôt que d'être à nouveau candidats.

Ce problème est cependant bien plus préoccupant dans le camp gouvernemental où la liste de ceux qui s'accrochent à leur poste est bien plus longue. C'est pourtant de ce côté que s'impose le plus évident besoin de renouvellement. Sur le plan, bien sûr, des grands débats de société d'aujourd'hui mais aussi en ce qui a trait au discours nationaliste et à l'option souverainiste dans une conjoncture qui ne ressemble plus à ce qu'elle était dans les années soixante.

Là aussi on peut penser que d'ex-ministres ou des députés qui ne l'ont jamais été et ne le seront sans doute jamais auraient rendu service à tout le monde en contribuant, par leur départ, à l'arrivée d'une bouffée d'air frais. Outre le cas de Jean Garon et de Camille Laurin qui ont été contraints de se retirer sans l'avoir vraiment voulu,

on pourrait aujourd'hui voir l'ébauche d'une relève au PQ si, entre autres, les François Gendron, Jean-Pierre Jolivet, Jacques Baril, André Boulerice, Cécile Vermette, Yves Blais, David Payne et plusieurs de leurs collègues avaient compris que le moment est peut-être venu de tirer leur révérence.

Si Jean Garon a à ce point raté sa sortie de la vie politique, c'est peut-être que, à l'instar d'un bon nombre de ses semblables libéraux et péquistes, il a oublié qu'un des plus grands services qu'un politicien peut parfois rendre à ses compatriotes, c'est de savoir partir quand c'est le moment.

« La méthode lui donne (à l'historien) accès à la matière. Cette matière, il (l'historien) doit l'infor-

LA BOÎTE AUX LETTRES

Tous les sexologues doivent être reconnus

Monsieur Jean K. Samson
Office des professions du Québec

■ Au nom de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte au sida (COCQ-Sida), nous désirons vous souligner notre crainte face à la façon dont semble vouloir se faire l'intégration des sexologues au système professionnel québécois.

Les 37 groupes membres de la COCQ-Sida travaillent en étroite collaboration avec plusieurs sexologues un peu partout sur le territoire du Québec. À titre d'intervenants de première ligne, peu des ces personnes sont cliniciens. La large majorité des sexologues à l'emploi de nos groupes sont autant animateurs de groupes de soutien qu'éducateurs en prévention auprès de clientèles cibles; leur objectif est de redonner du pouvoir sur leur vie aux usagers qui fréquentent nos groupes, au niveau personnel et collectif, afin qu'ils puissent mieux prévenir ou mieux vivre avec le VIH-sida.

Ces employés de nos groupes, la plupart du temps sous-payés, sont souvent les rares professionnels capables de répondre aux situations d'urgence ou de crise, de planifier des interventions à moyen et long

terme auprès d'usagers faisant face à des problèmes de plus en plus lourds, hormis le sida. En ce sens, nos groupes sont heureux de pouvoir compter sur la compétence des sexologues et se sentent rassurés par leur formation. Ces employés répondent à un besoin essentiel pour nos groupes et les usagers de ceux-ci.

Nous avons appris dernièrement que l'Office des professions s'appretait à reconnaître cette spécialité. Nous en sommes heureux et inquiets. Heureux parce que la reconnaissance de cette profession donnera au public une assurance supplémentaire de la qualité des services et du professionnalisme des individus. Toutefois, nous sommes très inquiets quand nous apprenons que vous vous apprêtez à ne reconnaître que les cliniciens.

Les sexologues à l'emploi de nos groupes ne pratiquent pas à titre de cliniciens. Ce sont des travailleurs de première ligne répondant aux urgences souvent. Qu'en sera-t-il d'eux? Ils ne seront plus sexologues? Quelle protection aura alors le public? Nous nous inquiétons. Et qu'en sera-t-il de la formation? Les personnes actuellement dans nos groupes ont reçu une formation qui les habilite à effectuer de façon compétente le travail que nous leur assignons. Dans l'hypothèse où ne seraient reconnus que les cliniciens,

la formation sera-t-elle à ce point modifiée que les futurs sexologues ne seront plus capables de faire le travail qu'ils font actuellement?

Comme vous voyez, ce traitement exceptionnel pour les sexologues, comparativement à toutes les autres professions, soulève non seulement des questions de principes mais surtout, pour nous, des questions de vie quotidienne et de travail à accomplir. Nous souhaitons que les sexologues soient reconnus par l'Ordre des professions du Québec. Pour assurer la qualité des services et la protection du public, nous souhaitons que tous les sexologues soient reconnus.

Roger Le Clerc
directeur général
Coalition des organismes
communautaires québécois
de lutte au sida (COCQ-Sida)

In memoriam Pierre Savard, historien

■ Je m'attendais à rencontrer Pierre Savard à l'occasion du 51^e Congrès de l'IHAF à Québec. Malheureusement, un ami de Québec venu lui aussi au congrès m'apprent son décès survenu une ou deux semaines auparavant. J'ai ressenti un choc à l'annonce de cette nouvelle.

Je garde de Pierre le souvenir d'un chercheur et d'un historien ouvert. Par exemple, très tôt dans sa carrière, il s'est intéressé à l'en-

seignement de l'histoire. Il a participé au débat et il n'a jamais cessé par la suite, tel un humaniste, à explorer le XIX^e siècle.

La dernière fois que j'ai pu le voir présider un atelier à l'IHAF, ce fut au 50^e Congrès en 1997. Il animait l'atelier « Objets nouveaux / Objets renouvelés ». Avec sa bonhomie et son humour habituel, il a su rendre plus soutenable un atelier où se présentaient cinq panels d'horizons différents et d'intérêts particuliers. Par conséquent, il ne me semble pas être le fruit du hasard qu'un jour, il organisa un colloque sur Guy Frégault au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, le 7 novembre 1980. Les actes du colloque ont d'ailleurs été publiés sous sa direction avec un titre très simple: *Guy Frégault (1918-1977)*, accompagné de la signature de M. Guy Frégault sur la page frontispice. Je crois que par cette présentation, Pierre Savard voulait montrer tout son respect envers l'homme et aussi l'importance que Frégault accordait aux personnes. Pierre Savard était un homme de cette trempe.

Il serait approprié aujourd'hui de citer un texte de Guy Frégault qui remonte à 1943 et qui, me semble-t-il, s'applique merveilleusement à Pierre — l'historien :

« La méthode lui donne (à l'historien) accès à la matière. Cette matière, il (l'historien) doit l'infor-

mer (au sens latin de « donner une forme »), c'est-à-dire la repenser, la créer de nouveau dans son esprit, méditer son oeuvre, de sorte qu'elle ouvre de nouvelles avenues qui déboucheront sur une vérité historique plus précise, plus compréhensive et vivante de la vie d'une intelligence qui n'a pas abdié. »

À sa famille, à ses proches et amis ainsi qu'à tous ceux qu'il a quittés au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, mes plus sincères condoléances.

Bruno Deshaies
Québec

Évitons la faillite à nos petits-enfants

Aux trois chefs de parti
qui nous courtisent

■ Mon vote ira à celui qui promettra avec le plus de conviction de poursuivre la lutte au déficit et d'entreprendre la réduction de la dette.

Je lance un appel pressant à tous les gens sensés et, en particulier, aux plus de quarante ans, de m'appuyer dans cette démarche.

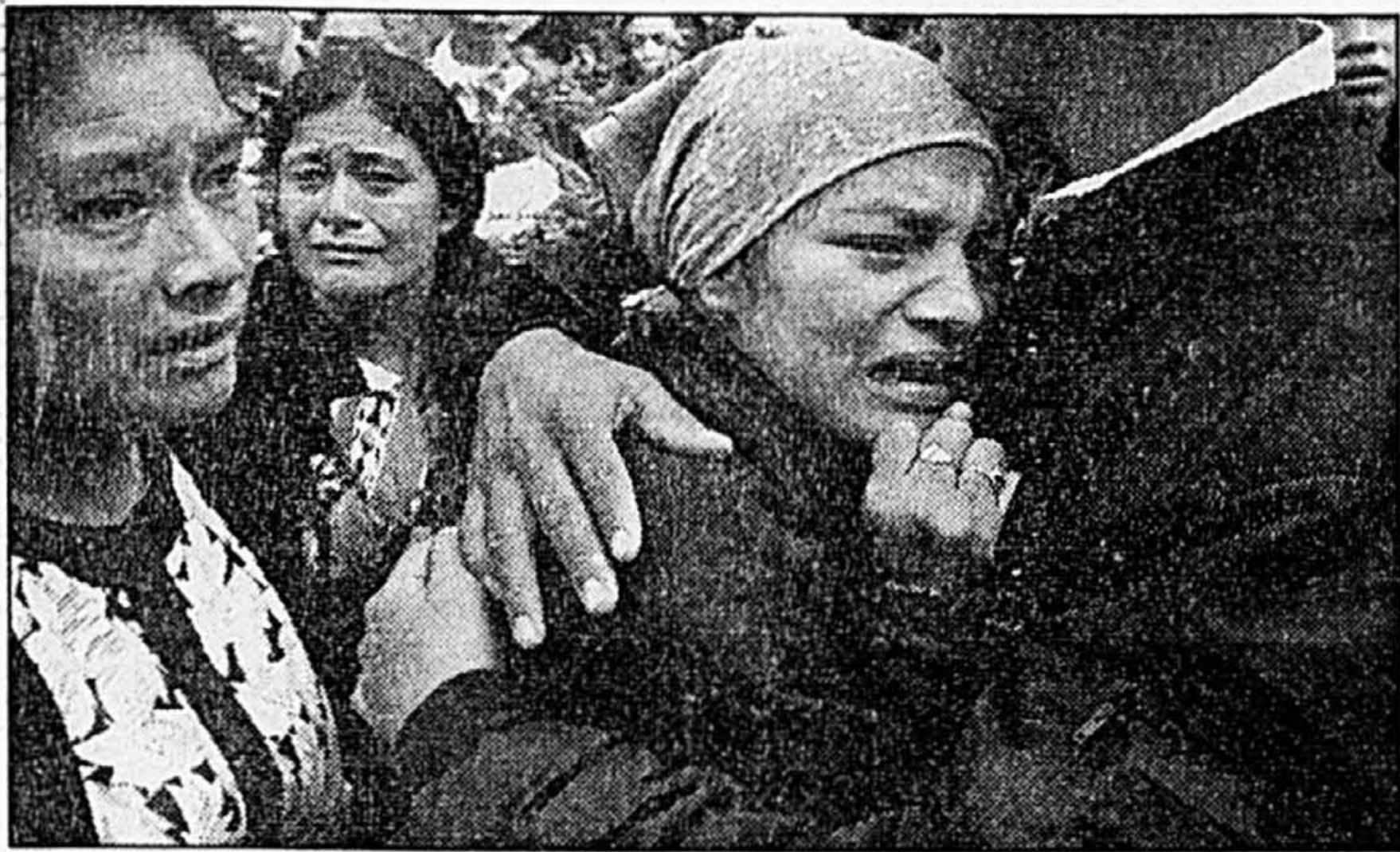
Nous nous sommes endettés au point de compromettre l'avenir de nos enfants; faisons tout pour éviter la faillite à nos petits-enfants.

Jean-Paul Fontaine
Longueuil

Opinions

Situation effrayante au Honduras

«On se demande si un jour on réussira à reconstruire les villes et le pays»



Une jeune femme assiste en pleurs aux funérailles de sa mère et de ses frères.



Au Honduras, de nombreuses personnes ne savent que faire de leurs morts car même la morgue de la capitale a été complètement recouverte d'eau.

JEAN-PAUL PÉLOQUIN

Nous reproduisons ici, avec la permission de la famille, une lettre que Jean-Paul Péloquin, un prêtre missionnaire qui oeuvre depuis de nombreuses années au Honduras, lui a fait parvenir lundi par courrier électronique.

Imagine que plusieurs d'entre vous se sont intéressés la semaine dernière, et peut-être même cette semaine, aux nouvelles internationales et d'une manière particulière aux nouvelles du Honduras. J'aurais aimé vous joindre plus tôt, mais durant toute la fin de semaine le courrier électrique ne fonctionnait pas et le téléphone, presque pas.

Si les nouvelles n'étaient pas tellement bonnes la semaine dernière, elles ne le sont pas beaucoup plus maintenant. Tout le pays, jusque dans ses moindres recoins, est détruit à au moins 70 %. Quand vous aurez l'occasion de voir la vidéo que j'enverrai bientôt, vous n'aurez pas de difficulté à me croire. Tout ce qu'on entend ces jours-ci, c'est que tel ou tel village, et on pourrait les nommer presque tous les uns après les autres, manquent de communications et que les gens n'ont rien à manger. Il y a encore des gens sur les toits des maisons et qui n'ont pas encore pu être secourus après quatre ou cinq jours. Ils sont sans nourriture.

Il y a plus d'un demi-million de personnes qui ont dû laisser leur maison. Grand nombre d'entre elles l'ont complètement perdue et beaucoup d'autres ont dû la quitter à cause des inondations et sans savoir dans quel état ils la retrouveront. La mère d'un confrère prêtre (elle vient du Nicaragua) avait un dépanneur et, subitement, la porte et la fenêtre ont cédé, laissant la place à de la boue qui a recouvert absolument tout jusqu'à la hauteur de la porte. Actuellement, ils travaillent à sortir la boue avec des pelles; presque rien ne peut et ne pourra être récupéré. Le fils de la maison, qui a deux enfants, a vu sa maison glisser dans l'eau sans pou-

voir récupérer un seul vêtement. Je viens de lui faire parvenir de la nourriture et des vêtements.

Une grosse partie des grains de réserve pour alimenter la population a été perdue: riz, haricots rouges, maïs, sucre, etc. C'est pourquoi il n'y a plus rien à vendre dans les supermarchés ou ailleurs. Ici, dans la maison, nous sommes trois prêtres et trois laïcs, et il nous reste le tiers d'un pain (et on me le laisse), une douzaine d'oeufs, un litre de lait et un peu de farine de maïs, du riz et des fèves pour quelques semaines. Il n'est pas question de viande et nous nous considérons réellement chanceux d'avoir tout cela.

Nous avons bien d'autres denrées mais nous les avons données à ceux qui sont réfugiés dans des lieux où logent de 1000 à 5000 personnes attendant qu'on leur livre de la nourriture.

Je crois que tout le pays, même la capitale, est sans eau potable car les tuyauteries sont endommagées partout. Au moins la moitié du pays, et peut-être davantage, est sans électricité.

Le téléphone fonctionne plus ou moins et dans les grandes villes seulement. Les ponts sont presque tous tombés de telle sorte que nous ne pouvons recevoir aucun aliment par voie terrestre des pays voisins qui, eux aussi, ont souffert de fortes inondations — mais beaucoup moins que nous car le fameux MITCH est resté ici une semaine. Quelle visite!

Et que dire maintenant des récoltes de bananes, de café, de légumes, de fruits! Tout est sous l'eau et le sera pour longtemps. Là où il ne passait qu'un petit ruisseau, est apparu un immense lac à perte de vue, lequel recouvre toutes les maisons et les arbres.

On a réussi à secourir beaucoup de personnes grâce aux hélicoptères et à des petites embarcations, mais on peut compter non pas par centaines mais par milliers celles qui sont mortes. On continue à voir flotter les cadavres sur l'eau. On ne savait que faire des morts car même la morgue de la capitale était complètement recouverte d'eau.

Notre ville est séparée en deux et des cinq ponts qui la reliaient, il n'en reste plus qu'un, soit celui d'une voie rapide qui est située à

5 km du centre de la ville et qui, heureusement pour nous, passe dans notre paroisse, à deux coins de rue d'ici.

Je ne me suis pas encore risqué à aller au centre de la ville et, pour ce que je vois à la télévision, je ne reconnais presque rien. Toutes les maisons ou les commerces sont défigurés ou démolis et ce qui n'a pas été détruit par la nature, les voleurs ne l'ont pas épargné. Hier après-midi, on pouvait voir des milliers de gens dans les décombres, pieds nus dans la boue, dont plusieurs même occupés à forcer les portes des commerces pour s'emparer de tout ce qu'ils pouvaient. Plusieurs commerçants ont dû engager des gardiens pour protéger leurs commerces et éviter de tout perdre. Les policiers et les soldats ont été complètement dépassés.

Par contre aujourd'hui (lundi), le président a parlé très fort à la radio et à la télévision, interdisant à toute personne ne possédant pas le permis nécessaire de s'approcher des lieux sinistrés et de sortir dans la rue durant le couvre-feu de 20 h à 6 h du matin. La ville n'aura jamais été aussi tranquille...

Les écoles, les collèges et les universités sont fermés pour toute la semaine ou jusqu'à nouvel ordre car on ignore combien il faudra de temps pour que l'eau et la boue soient évacuées; bref, (ce sera pour) quand la situation redeviendra normale.

C'est à la fois incroyable et effrayant: on se demande si un jour on réussira à reconstruire les villes et le pays.

Sans nul doute que les pays étrangers offriront de l'aide. Mais cette aide devra être extraordinaire. Parce que le pays, laissé à lui-même, ne pourra jamais en venir à bout. Le maire de Tegucigalpa, dans un discours télévisé samedi, a tenté de donner beaucoup d'espoir aux gens.

Malgré les efforts de nombreux maires qui ne pensent qu'à s'enrichir et ne font absolument rien ou à peine, le maire de Tegucigalpa voulait faire de sa ville une Nouvelle Capitale.

S'il a fait beaucoup depuis janvier dernier, il en restait beaucoup plus encore à réaliser. Nous venons de reculer au moins de 40 en arrière.

Chausser le cordonnier ... ou soutenir ceux qui soutiennent

Les intervenants de la Protection de la jeunesse ont besoin de soutien plus que d'encadrement

CHRISTIAN DAGENAIS

Groupe de recherche et d'action sur la victimisation des enfants (GRAVE) Université du Québec à Montréal

Lorsque survient une histoire d'horreur comme celle de Cédric, étouffé à l'âge de neuf mois alors que sa mère écoutait un film pornographique avec son conjoint, ou une affaire comme celle du « tyran de Beaumont », où l'ainé d'une famille de sept enfants a subi les pires sévices pendant 13 ans, les premiers blâmés sont généralement les intervenants de la protection de la jeunesse. On souligne les nombreuses « défaillances » des professionnels et ils deviennent bien souvent la principale cible de critiques acerbes.

De fait, de 24 articles parus dans les journaux de Montréal et de Québec dans les deux semaines qui ont suivi le dépôt du rapport de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse à la suite de l'affaire de Beaumont qui « blâme en termes non équivoques le comportement de la plupart des intervenants sociaux dans ce dossier », très peu mentionnent la charge de travail des intervenants et le manque de ressources humaines et financières des Centres jeunesse au Québec.

Pourtant, pour ne prendre qu'un exemple, les intervenants des centres jeunesse Batshaw, qui desservent la population anglophone de l'île de Montréal, ont évalué 1500 dossiers en 1995 et 2156 en 1997 (1), soit une augmentation de 44 %, avec environ le même nombre d'effectifs.

À la suite de nombreuses coupes de budget et de l'augmentation du nombre d'enfants signalés aux organismes de protection, les stratégies focalisent généralement sur des innovations au niveau des structures des services qui n'engagent pas d'argent neuf. Ces innovations, qui ont brutalement secoué les centres jeunesse du Québec au

cours des vagues successives de réorganisation des dernières années, reposent sur deux convictions: 1) une meilleure coordination des services garantira aux enfants l'intervention la plus adéquate et 2) le service le plus approprié mènera nécessairement à un meilleur résultat pour l'enfant. Malheureusement, à ce jour, absolument aucune recherche empirique ne confirme ces convictions apparemment logiques.

Ceux qui soutiennent les autres ont généralement eux-mêmes besoin de soutien afin de leur permettre de persévérer dans leurs efforts. Ils ont besoin de ressentir que leur engagement et leur rôle est d'une importance capitale (Caplan, 1989). Dans l'affaire de Beaumont, jamais le rapport de la Commission et les journaux qui en ont couvert la sortie ne mentionnent les besoins des intervenants. Bien que l'on reconnaisse que les lacunes relevées soient celles de tout un système, on insiste essentiellement sur trois corrections à apporter à la protection de l'enfance: 1) mieux encadrer les intervenants; 2) leur offrir une meilleure formation et 3) assurer une meilleure communication et coordination inter-services. Dans quelle mesure ces corrections suffiront-elles à mieux protéger les enfants du Québec?

En ce qui concerne l'encadrement et la formation des intervenants

Une étude publiée récemment par le Groupe de recherche et d'action sur la victimisation des enfants montre que les intervenants de la Protection de la jeunesse sont confrontés à une proportion considérable de situations marquées par la violence, à des difficultés familiales chroniques et à des menaces à leur propre sécurité. Ils doivent fréquemment composer avec des parents qui refusent toute forme de collaboration, aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou de santé mentale, qui exigent un placement immédiat ou encore qui

profèrent des menaces ou attentent à la vie d'un enfant. Pour leur faciliter la vie, ces intervenants subissent les pressions qu'exercent un grand nombre d'acteurs, notamment: le tribunal, les policiers, le personnel des écoles et des centres hospitaliers et la couverture médiatique réservée à certains drames que l'on connaît.

Les résultats de cette recherche mettent clairement en évidence que le stress vécu par les intervenants, plus particulièrement ceux qui oeuvrent auprès des familles signalées pour mauvais traitements physiques, constitue la principale dimension en jeu dans l'intervention en situation de crise. Dans ces cas, les intervenants se retrouvent bien souvent eux-mêmes au centre de la crise à cause: 1) de l'urgence d'intervenir pour protéger les enfants victimes de mauvais traitements; 2) d'un sentiment d'impuissance face à une situation apparemment sans issue; 3) du doute quant à la pertinence de leurs actions et 4) de la gestion du risque que peut représenter l'environnement familial pour l'enfant, qu'ils doivent trop souvent assumer seuls.

Dans un contexte marqué par le stress, la violence et la gravité des situations auxquelles ils doivent faire face, les intervenants semblent trouver du soutien presque exclusivement auprès de leurs collègues. Des 81 situations rapportées dans les entrevues de cette étude, un soutien plus formel est pour ainsi dire passé inaperçu. De même, aucun intervenant n'a rapporté que la formation qu'il avait reçue avait contribué à souligner les problèmes de la famille. Il apparaît donc prioritaire que les gestionnaires et les intervenants se penchent sur les façons les plus appropriées de créer un environnement qui favorise le soutien plutôt que l'encadrement et qui se préoccupe de définir les besoins en terme de formation.

En ce qui concerne la communication et la coordination inter-services

Même si l'on sait que l'efficacité des services repose avant tout sur la qualité de la relation entre l'intervenant et son client, les études sur la coordination inter-services ignorent généralement cette dimension et la plupart des facteurs liés au climat organisationnel, telles que l'attitude de l'intervenant, la clarté des rôles, la coopération, la satisfaction au travail et la possibilité de personnaliser ses interventions. L'étude à grande échelle (toutes les familles desservies par la Protection de la jeunesse de 24 des 95 comtés de l'État du Tennessee) menée par Glisson et Hemmelgarn (1998), dont la rigueur méthodologique pourrait difficilement être mise en doute, aboutit à trois grands constats: 1) l'amélioration du fonctionnement psychosocial des enfants est significativement plus grande lorsqu'ils sont desservis par l'intervenant d'une organisation dont le climat est plus positif; 2) le climat organisationnel affecte positivement la qualité des services et l'amélioration du fonctionnement des enfants et 3) même si les caractéristiques inter et intra organisationnelles affectent la qualité des services, une plus grande coordination en diminue la qualité.

Bref, même si l'on continue à vanter les mérites de la coordination inter-services, non seulement aucune évaluation n'arrive à démontrer un impact positif majeur sur la qualité des interventions et leur effet sur le fonctionnement psychosocial des enfants (Bickman, 1996; Hoagwood, 1997), mais elle provoque même un effet négatif. Ces résultats négatifs s'expliqueraient du fait que le transfert des dossiers d'un intervenant responsable à une équipe de coordination réduirait à la fois la sensibilité des intervenants aux problèmes particuliers du client et l'effet bénéfique de la redondance que l'on retrouve dans les services moins bien coordonnés. Cet effet

de redondance avait déjà été illustré par Bendor en 1985. Selon ce dernier, le peu de coordination inter-services permettrait une compétition saine où les ratés d'un service se trouvent compensés par les autres. Voilà, en tout état de cause, une hypothèse qu'il nous faut au moins considérer même si elle contrevient à une tendance lourde (la concertation inter-services) qui semble vouloir s'installer dans les services québécois sans expérimentation préalable.

Les résultats de recherche présentés ici montrent que les intervenants trouvent leur principale source de soutien au sein de leur équipe. Les regroupements récents des intervenants par territoire, effectués dans plusieurs régions du Québec, ont provoqué un effritement des équipes auparavant regroupées par problématiques. Parce que les intervenants travaillaient autour de la même problématique depuis plusieurs années, ces équipes offraient cohésion et soutien. Dans ce contexte, il se pourrait bien que la nouvelle répartition par territoire les prive de leur principale source de soutien et les place dans une position de vulnérabilité importante.

Il faut bien reconnaître que les intervenants ont besoin d'une formation plus solide et que l'on doit rendre plus efficaces les réseaux de communication entre les différents acteurs. Mais sans un soutien accru à ces personnes qui se retrouvent trop souvent seules au coeur de la crise, tout porte à croire que ces efforts seront nettement insuffisants pour assurer la sécurité des enfants du Québec. Plutôt que de sans cesse tenter de combler les lacunes du système de protection de la jeunesse en effectuant des changements au niveau des structures de services et des mesures de contrôle, les décideurs doivent impérativement se centrer sur les besoins de formation et de soutien de leurs troupes.

(1) Presse canadienne, 23-04-98

(2) Paul Cherry, The Gazette, 24-04-98

Élections 98

Le lundi 16 proposé pour un débat

DENIS LESSARD

Le consortium des réseaux de télévision propose la date du lundi 16 novembre pour la tenue d'un débat télévisé entre Lucien Bouchard, Jean Charest et Mario Dumont.

La date n'est pas définitivement arrêtée — la veille, le dimanche 15 a aussi été évoqué — mais selon les informations recueillies, la première date proposée par Radio Canada, TVA et Télé Québec reste la plus probable, compte tenu notamment des événements qu'avaient prévus les partis pour ce week-end de milieu de campagne.

Claude Bédard, porte parole du consortium des diffuseurs, n'a pas voulu élaborer sur la date « Il y en

a une de proposée mais on ne la divulgue pas pour ne pas mettre de la pression sur l'un ou l'autre des partis », explique-t-il.

Le débat surviendrait en période intense de sondages BBM; « Il y a de grosses émissions qui sont à l'antenne et dès qu'on touche à ces émissions il y a des coûts énormes », observe-t-il. Radio Canada présente *La Petite Vie* les lundis. TVA a lui des émissions spéciales le dimanche 15 qui seraient diffi-

les à déplacer. Aussi la date n'est pas arrêtée: « On a essayé de retenir des dates qui faisaient non seulement l'affaire du consortium mais aussi des trois partis politiques », indique M. Bédard.

Rencontre ce soir

Les négociateurs des trois partis se réunissent de nouveau ce soir, et on devrait avoir alors l'assurance que le débat aura lieu. Restera par la suite à négocier le format de la rencontre, la durée des affrontements, les interventions des journalistes, le choix d'un modérateur.

« Les formules qu'on a proposées prévoient davantage que par le passé des échanges directs entre les trois chefs. On a trois personnes

charismatiques, qui peuvent s'exprimer de façon intéressante, on veut avoir l'échange le plus libre possible », résume le porte-parole des réseaux.

Alors que déjà M. Bouchard a indiqué qu'il ne voudrait pas se prêter à un débat en anglais, le réseau anglophone Global annonçait hier qu'il donnait plus de temps aux politiciens pour répondre favorablement à son offre de débat en anglais. Global « repousse au 5 novembre prochain l'échéance soumise aux chefs des partis politiques pour répondre à l'invitation de participer à un débat des chefs en anglais », a proposé le réseau dans un communiqué hier.

Mario Dumont se défend d'être à droite

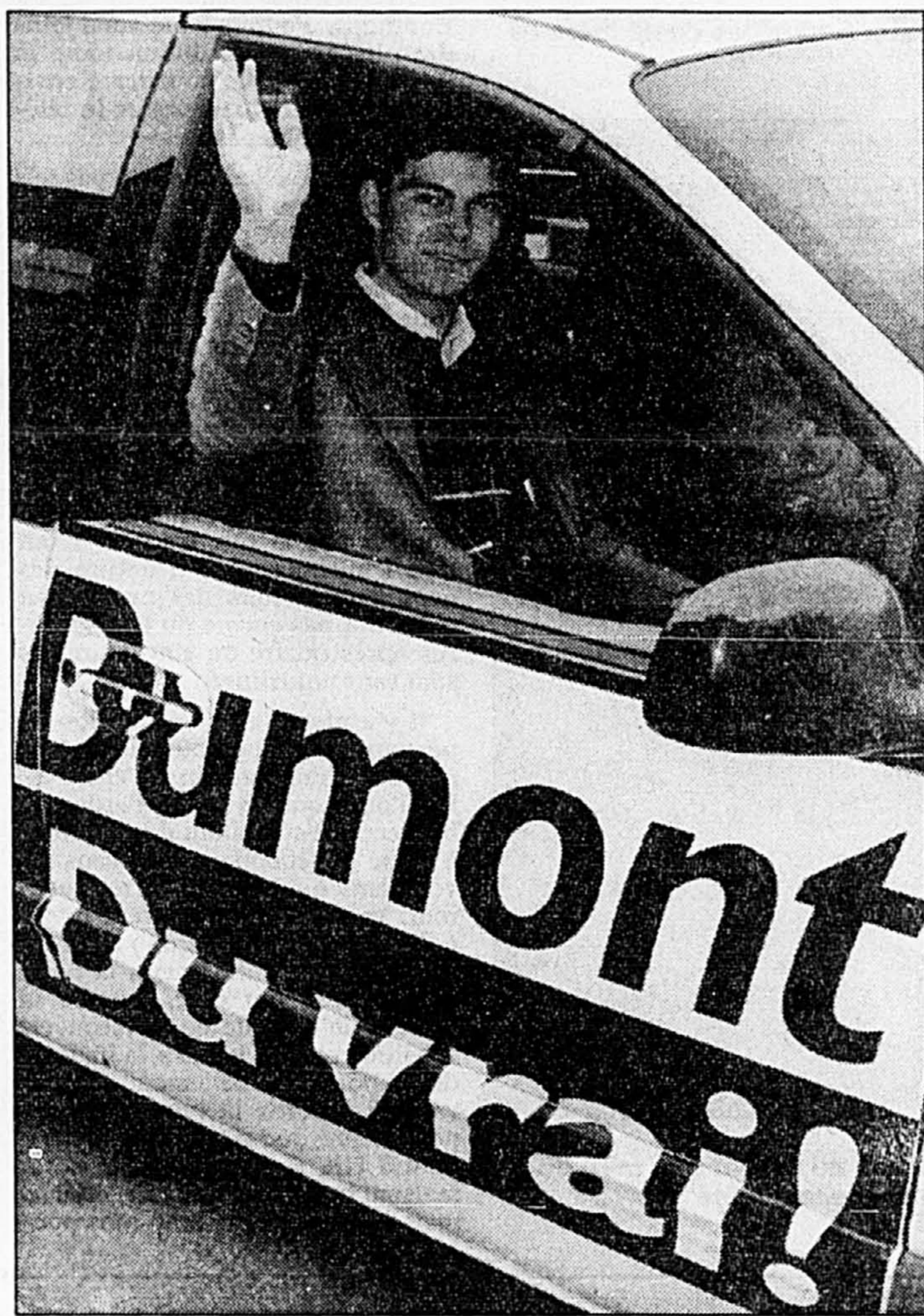
Presse Canadienne QUÉBEC

Au cours d'une conférence de presse où il a présenté ses candidats dans la région de Québec, Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, a tenu à répliquer vigoureusement à ses adversaires qui l'accusent de tenir un discours de droite et de manquer de réalisme en proposant de retrancher 8000 postes dans la fonction publique et de faire disparaître une soixantaine d'organismes publics.

« Si j'ai bien compris mes leçons apprises à l'université, la gauche c'est la générosité sociale et c'est le PQ qui se réclame le plus de cette tendance, a-t-il dit. Alors, la fermeture des hôpitaux et les coupes dans la santé, est-ce que c'est une mesure de générosité sociale? »

M. Dumont s'est ensuite demandé si la générosité sociale c'était aussi « d'aller chercher des taxes et des impôts dans les poches d'un travailleur autonome qui a deux enfants et gagne 25 000 \$ pour les donner à des organismes qui ne rendent aucun service ». « Est-ce que c'est cela être généreux? »

Il s'est engagé à faire disparaître les clauses discriminatoires envers les jeunes dans les conventions collectives. Rappelant l'« anticorporatisme » de l'ADQ, il a avancé que les gouvernements sont « menés davantage par les groupes de pression que par les intérêts de la population ».



Mario Dumont et sa nouvelle voiture de campagne, hier à Québec.

Télé: le PLQ mise sur la santé et l'emploi...

KATIA GAGNON

Les nouvelles publicités libérales, qui seront diffusées à partir de demain, reprennent les deux thèmes de prédilection de la campagne de Jean Charest: la santé et l'emploi. Nulle part on n'y mentionne le nom du premier ministre Bouchard ou même le gouvernement du Parti québécois.

Dans le premier message consacré à la santé, on peut voir le chef libéral, Jean Charest, à l'avant plan. M. Charest marche le long d'un couloir d'hôpital, où ambulanciers, médecins et infirmières se pressent, mais l'image est sans dessus dessous. « Dans nos services de santé, ce n'est pas la volonté qui manque. Nous avons d'excellents médecins et du personnel médical de grande qualité. Mais à force de couper, on a mis le réseau de la santé à l'envers. Pour remettre cela à l'endroit, il faut choisir les vraies

priorités », expose M. Charest, son plan pour la santé à la main, tandis que le décor tourne sur l'écran pour se repositionner à l'endroit.

« Notre plan met fin aux coupures et donne accès à un médecin 24 heures sur 24 dans toutes les régions du Québec. Mettons l'argent au service des malades et non des structures », conclut M. Charest, qu'on voit en finale avec quelques-uns de ses candidats sur fond de fleurdelisé. Le slogan de la campagne, « Pour un Québec plus fort », apparaît à la toute fin.

Dans le second message, on voit toujours M. Charest avec, à l'arrière-plan, un décor de bureau, où de jeunes travailleurs s'affairent à des ordinateurs. Mais l'image, en noir et blanc, est déroulée au ralenti, jusqu'à l'arrivée du chef libéral. À mesure qu'il parle, l'image se colore progressivement et reprend son rythme normal.

« Au Québec, ce n'est pas le ta-

lent et la volonté qui manquent. Il n'y a pas de raison que ça marche ou ralentisse. Je suis convaincu qu'on peut devenir les meilleurs en Amérique du Nord. Mais pour réussir, il faut enlever le frein et repartir l'économie. Nous avons un plan qui stimulera la croissance, supportera les PME, branchera la formation sur le marché du travail et surtout, remettra de l'argent dans vos poches en baissant les impôts », expose M. Charest.

Les deux messages de 30 secondes, produits par un consortium de publicitaires dont le groupe Everest fait partie, ont coûté 100 000 \$ et constituent la deuxième étape d'une campagne de publicité dont les coûts s'élèveront à un million. Cela comprend les coûts des deux messages préélectorales, où M. Charest reprenait les deux mêmes thèmes sur un mode plus dramatique. Les deux nouveaux ne seront pas traduits en anglais.

... le PQ défend le déficit zéro et la réforme Rochon

MARTIN PELCHAT QUÉBEC

Vous n'y entendrez pas parler de souveraineté, mais plutôt un Lucien Bouchard soucieux de justifier les compressions du déficit zéro et la réforme de la santé, les deux principaux fronts sur lesquels attaque le Parti libéral de Jean Charest.

« Si je me suis engagé à fond dans la suppression du déficit québécois, c'était pas pour le plaisir sadique de manier les couteaux et puis la joie de jouer dans la comptabilité », dit le premier ministre dans un des spots de la publicité électorale du Parti québécois, dévoilée hier à Québec.

Sur une autre pub de 30 secondes mettant en vedette M. Bouchard — et non le ministre de la Santé, Jean Rochon —, le premier ministre, assis dans une bibliothèque, confie que « la réforme de la santé, je suis le premier à l'admettre, ça a été dur, mais il fallait le faire et nous l'avons fait ».

Dans une pub intitulée « Grand-père, c'est à André Codrère, administrateur à la retraite », que le PQ laisse cette fois le soin de justifier la course au déficit zéro. Devant une belle maison au bord de la rivière

des Prairies, M. Codrère affirme que pour prendre une mesure aussi impopulaire, « ça prend du courage ». En surimpression, les 3,2 milliards de baisses d'impôts promis par le PQ.

Le quatrième 30 secondes n'est pas aussi défensif. Sur des images léchées, Nathalie Tremblay, « technicienne en garderie », vante le programme des garderies à 5 \$ dans un message qui agacera probablement des féministes et les adeptes d'un français impeccable.

« On réussissait pas à arriver, ça valait pas la peine que je travaille; ça nous coûtait 220 \$ par semaine », dit-elle. Avec le programme de Pauline Marois, « ça nous laisse beaucoup plus de lousse dans mon argent dans mon budget pour réussir à faire d'autre chose et avoir un troisième enfant (...) »

Les « acteurs » des pubs, M. Codrère et Mme Tremblay, sont « de vraies personnes », a expliqué le coordonnateur des communications, Claude Plante. « Sauf moi ! » a blagué le premier ministre.

C'est encore Lucien Bouchard qui est mis en valeur dans la publicité de deux minutes, qu'il a expliqué hier avoir improvisée après quelques prises. Sur un ton inti-

miste, le premier ministre parle de ses inquiétudes pendant la crise du verglas, rend hommage au passage aux femmes, une clientèle réfractaire au PQ, et conclut sur la « confiance ».

Le premier ministre laisse cependant son jeune ministre des Affaires intergouvernementales, Joseph Facal, député de Fabre, livrer le message de deux minutes en anglais. Une nouveauté: uruguayen d'origine, M. Facal y va de phrases en espagnol.

Lucien Bouchard a noté là-dessus qu'il y avait beaucoup d'hispanophones dans la région de Montréal. Ses deux fils, qui parlent français et anglais, apprennent d'ailleurs cette langue, eux qui ont déjà eu une bonne chilienne. Simon a même presque parlé espagnol avant le français, a-t-il dit.

Pas d'attaques donc dans cette campagne du PQ conçue par divers pigistes, que Claude Plante n'a pas voulu identifier. Les idéateurs aiment mieux ne pas être associés à une option politique, explique-t-il. Le coût de la campagne n'a pas été dévoilé, contrairement à 1994 (1,2 million). Affaire de « stratégie », mais aussi parce que d'autres spots pourraient s'ajouter, plaide-t-on au PQ.

L'ADQ dénoncée par la fonction publique

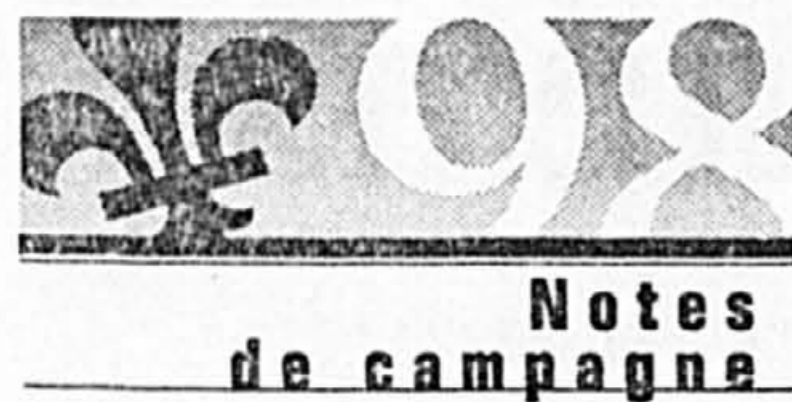
La Presse

Les syndicats de la fonction publique ont vertement dénoncé, hier, la volonté de l'Action démocratique du Québec d'abolir 61 ministères et organismes gouvernementaux. Ils y voient une politique à courte vue du chef adéquiste, Mario Dumont, et se demandent même s'il ne s'agit pas d'une mauvaise blague.

Selon le président du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec, Robert Caron, les déclarations de M. Dumont témoignent d'une généralisation hâtive, voire même de mépris, à l'endroit des travailleurs du secteur public.

« Pour le chef de l'ADQ, il s'agit d'abolir sans distinction une expertise bâtie au fil des ans sans proposer d'alternative réaliste, et tout cela soi-disant par esprit d'économie », soutient M. Caron.

Le Syndicat de la fonction publique du Québec n'est pas plus tendre. Son président, Serge Roy, soutient que le projet adéquiste de diminuer la taille de l'État et de supprimer 8000 emplois démontre « à quel point l'ADQ se sert à outrance d'un discours populiste et utilise des préjugés de façon cavalière. Cette stratégie purement politique peut peut-être plaire à certaines personnes, mais se traduit plutôt pour plusieurs d'entre nous par une vision assez étroite de la société, ressemblant davantage à une insulte à l'intelligence des gens ».



Notes de campagne

Le plus malchanceux

■ La politique est parfois vraiment cruelle.

Prenez le cas de David Payne, le député péquiste de Vachon en Montérégie. Les anglophones lui faisaient déjà sentir qu'ils comprennent mal qu'un des leurs portent les couleurs d'un parti souverainiste. Voici maintenant que les séparatistes purs et durs le trouvent trop mou pour les représenter. Vraiment coincé entre l'arbre et l'écorce notre Anglais du Yorkshire!

M. Payne, qui devait se retirer, en espérant un poste en Asie d'où vient sa femme, s'est sacrifié pour éviter que Suzanne Lachance, au scepticisme affiché sur la foi souverainiste de Lucien Bouchard, ne soit candidate dans Vachon. Coincé entre Suzanne Lachance et Bill Johnson, ce pauvre M. Payne!

Que dire du coloré Jean Garon, l'ancien ministre dégomme par Lucien Bouchard et rétrogradé sur l'arrière-ban de l'Assemblée nationale! Il pensait retrouver l'usage de la parole comme maire de Lévis. Il a bien remporté ses élections municipales mais monsieur le maire devra suivre les ordres de l'opposition, qui a remporté huit des neuf sièges de conseiller. Encore réduit au silence ce cher monsieur Garon!

Pire encore, Luc Tison a perdu son siège de maire de Vaudreuil-sur-le-Lac, où les électeurs ne lui ont pas pardonné de s'être affiché comme libéral, en vendant des cartes et en se préparant à devenir candidat dans la forteresse de Vaudreuil où son chef, Jean Charest, a hélas parachuté Yvon Marcoux. Roi de la malchance, M. Tison n'est plus maire et ne sera pas député!

Trop tard pour Duchesneau

■ Jacques Duchesneau, qui n'a pu déloger Pierre Bourque de la mairie de Montréal, n'a jamais caché son attachement au Canada. « Le seul candidat dont les convictions fédéralistes ne font aucun doute », avait écrit l'éditorialiste du quotidien *The Gazette*, en début de campagne, après l'avoir vu avec Serge Savard et autres ténors de l'unité canadienne.

À la fin de la campagne, M. Duchesneau révélait l'identité de son mystérieux investisseur, en précisant qu'il attendait le retour de la stabilité politique au Québec.

Un bon candidat pour l'équipe de Jean Charest? C'est la question posée hier au chef de l'équipe libérale, qui a parlé à M. Duchesneau après sa défaite de lundi mais sans aborder la question d'une possible candidature.

« Il aurait sans doute fait un bon candidat mais le timing n'est pas très bon. Je ne pense pas qu'il avait de plan B et de notre côté la sélection des candidats est à peu près terminée », a dit M. Charest.

Surtout que Vera Danyluck, la présidente de la Communauté urbaine de Montréal, n'a toujours pas indiqué si elle acceptait la candidature dans Mont-Royal, la forteresse libérale longtemps représentée par John Ciaccia. Le genre de circonscription où l'on décide non pas d'être candidat mais député, quitte à subir la formalité de la campagne électorale.

Galganov ne peut suivre Chartrand

■ Pour certains champions des grandes causes, l'important n'est pas de gagner mais de se faire entendre.

Quarante ans après y avoir mordu la poussière, l'inépuisable Michel Chartrand revient à la charge dans la circonscription de Jonquières, le fief souverainiste du premier ministre Bouchard. En 1958, le fougueux syndicaliste portait les couleurs du Parti socialiste démocratique; en 1998, il se présente sous sa propre bannière et promettant d'opposer la pauvreté zéro au déficit zéro de Lucien Bouchard. Comme ce fut presque toujours le cas durant sa vie tumultueuse, M. Chartrand ne sera pas élu mais cela ne l'empêchera pas de dire sa façon de penser au premier ministre.

À l'autre extrémité du spectre mais avec la même fougue et le même attrait pour les défis impossibles, le croisé anglophone Howard Galganov passera un tour. Défait aux élections fédérales de 1997 et écrasé, lundi dernier, à la mairie de Saint-Lazare qu'il voulait entraîner dans le courant de la partition, M. Galganov a décidé de refaire ses forces pour le grand soir. Du haut de ses 81 années, Chartrand doit se dire qu'il se fatigue vite le jeune Galganov!

Gérald LeBlanc

Manif de profs contre Charest

KATIA GAGNON

Même s'il n'a pas encore accédé au poste de premier ministre, le chef libéral, Jean Charest, est tout de même la cible de manifestations. Hier soir, à Joliette une cinquantaine d'enseignants plutôt bruyants l'attendaient à la sortie d'une assemblée partisane pour réclamer un règlement sur l'équité salariale.

« Les enseignants disent que l'équité ça se règle tout de suite », a lancé Thérèse Chaput, présidente du syndicat des enseignants de Lanaudière.

Ni PQ ni PLQ

« Présentement, nous n'avons confiance ni en Lucien Bouchard ni en Jean Charest, c'est pour ça qu'on manifeste des deux bords. » Le chef libéral ne s'est pas encore prononcé sur les demandes des enseignants, qui exigent 700 millions en compensations salariales.

Plus tôt, M. Charest avait prononcé un discours enflammé dans un comté qui fait pourtant figure de château-fort péquiste, celui du ministre Guy Chevrette.

Devant 200 militants, le chef libéral a déploré l'exil de plusieurs centres de décision du comté, faisant écho à la petite crise que le ministre Chevrette avait provoquée sur cette question en mars dernier. « Il y a tellement eu de fermetures dans le comté, qu'on aurait dit que Jean Rochon était ministre régional », a lancé M. Charest.

Élections 98

Le PLQ scrutera à la loupe Héma-Québec

Un gouvernement libéral n'exclurait pas de rejoindre le Service canadien du sang

PIERRE APRIL
Presse Canadienne, QUÉBEC

Un éventuel gouvernement libéral voudra être rassuré sur l'efficacité et la fiabilité de la nouvelle agence de collecte du sang Héma-Québec et n'écarter pas, pour l'instant, de rejoindre le Service canadien du sang (l'agence nationale) si les intérêts des Québécois l'exigent.

Le critique libéral et député de la circonscription de Nelligan, Russell Williams, a d'ailleurs confirmé, hier, les propos qu'il a tenus le 21 octobre dernier à la revue *Medical Post* et publié dans sa dernière édition nationale.

M. Williams a clairement indiqué qu'un gouvernement libéral prendrait le temps de scruter à la loupe les opérations de l'agence. « Si nous arrivons à la conclusion que cette agence a été créée pour des motifs politiques, a-t-il déclaré

au *Medical Post*, alors nous serions prêts à envisager sérieusement de retourner au système national du sang actuellement en place. »

Hier, au cours d'une entrevue téléphonique, M. Williams a répété qu'il est essentiel « de faire une évaluation, de voir comment ça fonctionne et si des ajustements sont nécessaires pour répondre aux besoins de la population québécoise tels qu'énoncés dans la politique de la santé ».

Si nécessaire et dans un premier

temps, le député tentera de forcer des améliorations au système québécois avant de suggérer qu'on rejoigne l'agence nationale. « Pour l'instant, a insisté M. Williams, je ne veux surtout pas semer le doute sur l'efficacité ou la fiabilité de Héma-Québec parce que le système de collecte et de distribution du sang a déjà suffisamment été éprouvé dans le passé par une crise de confiance. »

« On va faire une évaluation, a-t-il poursuivi, on va travailler avec l'équipe en place pour obtenir des améliorations et des ajustements si nécessaire. Il faut surtout tout mettre en oeuvre pour éviter les erreurs du passé. »

M. Williams a confié qu'il a récemment rencontré les dirigeants de Héma-Québec pour obtenir des précisions sur le fonctionnement de la nouvelle agence. « Le but de l'exercice, a-t-il dit, était d'abord

de s'assurer qu'il y a une bonne communication, que ça fonctionne bien. »

Le porte-parole de Héma-Québec, Jean-François Lamarche, a d'ailleurs confirmé, hier, que les dirigeants de l'agence ont rencontré M. Williams qui leur a indiqué qu'un éventuel gouvernement libéral avait l'intention d'effectuer une vérification de leur fonctionnement et de comparer les résultats avec ce qui se fait dans l'agence canadienne.

M. Lamarche a expliqué qu'à l'issue de cette rencontre, M. Williams s'est dit satisfait des informations reçues même s'il n'a pas pour autant écarté son intention de procéder à une vérification.

La directrice générale de Héma-Québec, le Dr Francine Décarie, et le président du Conseil d'administration permanent, Claude Pichette, ont participé à cette rencon-

tre en compagnie de M. Lamarche.

Le porte-parole de Héma-Québec a précisé que Héma-Québec est soumise à des normes canadiennes très sévères imposées par le bureau des produits biologiques et radiopharmaceutiques de Santé Canada, depuis sa création, le 28 septembre.

« Tout ce qu'on fait à l'agence au chapitre de la sécurité, a-t-il dit, fait partie intégrante des conditions de notre licence que l'on tient de Santé Canada. »

M. Lamarche a précisé que le système est entièrement endossé par le corps médical québécois et qu'il offre toute la sécurité voulue. « D'ailleurs, a conclu le porte-parole de l'agence, Héma-Québec est ouverte à toute vérification. On peut fournir tous les chiffres et toutes les garanties. On est bon et on peut le démontrer. »

Les chefs aujourd'hui

Jour 8

■ Le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, sera en visite dans la région Chaudière-Appalaches. À Black Lake, il donnera une conférence de presse à 10 heures, avant de rencontrer la direction et les travailleurs de l'usine ProLab. En après-midi, il rencontre les étudiants, la direction et le personnel du Cégep de l'amiante, à 14h30, et prononce une allocution. En soirée, à 19 heures, il participe à une assemblée partisane et prononce une allocution.

■ Le chef du PLQ, Jean Charest, poursuit ses activités électorales dans la région de la Beauce, où il dévoilera un des volets de la plateforme libérale sur l'éducation. Il donnera une conférence de presse à 10h15. En après-midi, à 14 heures, il visite l'usine Bonneville Portes et Fenêtres, à Sainte-Marie. M. Charest termine la journée avec l'assemblée d'investiture (à 19 heures) de Pierre Paradis, candidat de Brome-Missisquoi.

■ Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, poursuit sa campagne à Laval, où il prononcera, à 10 heures, une conférence de presse portant sur « l'exode des cerveaux ». Il visitera ensuite Industrielle Alliance, puis le poste de police de Chomedey, à 13h15. À 19 heures, il participera à un rassemblement autour du candidat de l'ADQ dans Deux-Montagnes.

Le Bloc accuse Ottawa de vouloir retarder la révision des taux de cotisation à l'assurance-emploi

JULES RICHER
Presse Canadienne, OTTAWA

Le Bloc québécois a accusé, hier, le gouvernement libéral de retarder la révision des taux de cotisation à l'assurance-emploi dans le but de préparer des changements à la loi qui constitue le régime.

Aux yeux du chef bloquiste, Gilles Duceppe, Ottawa serait pris actuellement avec une patate chaude. « L'annonce d'un gel ou d'une légère diminution (des cotisations) serait illégale, et c'est pour cela qu'il serait tenté de la reporter le plus loin possible », a-t-il affirmé à la Chambre des communes.

Le premier ministre Jean Chrétien a répondu au chef bloquiste que le « passé est garant de l'avenir ». « À chaque année, lors du budget, depuis que nous formons le gouvernement, nous avons réduit les primes. Nous étudions le problème à ce moment-ci », a-t-il ajouté.

Un gel ou une petite baisse serait illégale selon la position du Bloc, parce que la loi constituant l'assurance-emploi prévoit que le régime doit accorder des baisses notables lorsqu'il a accumulé des réserves suffisantes pour faire face aux temps difficiles. Le régime a amassé jusqu'à maintenant des excédents imposants, c'est-à-dire près de 20 milliards.

Le quotidien *The Globe and Mail* rapportait hier que le gouvernement Chrétien annoncerait au mois de décembre un gel des cotisations puis, au budget de février, une petite baisse. On attendrait que les élections québécoises soient terminées pour procéder à l'annonce.

Le ministre des Finances, Paul Martin, a indiqué, pendant un point de presse, que la décision au sujet des cotisations serait révélée « en temps et lieu » et que les « élections du Québec n'ont rien à voir » avec ce dossier.



Lucien Bouchard a présenté hier la candidate qui prendra la relève de Camille Laurin, malade, dans le comté de Bourget. Il s'agit de Diane Lemieux, jusqu'à maintenant présidente du Conseil du statut de la femme.

Bouchard refuse de promettre l'achat d'une résidence officielle

MARTIN PELCHAT
SAINTE-FOY

Lucien Bouchard refuse d'engager son gouvernement à acquérir une résidence officielle du premier ministre dans la Capitale nationale, parce qu'il s'agirait d'une dépense de « plusieurs millions » difficile à justifier devant la population, dit-il.

De passage hier dans le comté de Louis-Hébert, où le ministre de l'Environnement, Paul Bégin, n'aura pas la vie facile devant son adversaire libéral Pierre Boulanger, M. Bouchard a déclaré que la décision d'établir pareille résidence devrait échoir à un premier ministre en fin de mandat, bénéficiant d'un fort appui populaire et aussi de celui du chef de l'opposition.

« Dieu et la population aidant, c'est une chose que j'aimerais faire moi, pour les autres », dit-il.

Le gouvernement Bouchard a été critiqué l'été dernier quand il a

cedé l'ancienne résidence du lieutenant-gouverneur, sur le chemin Saint-Louis, pour 500 000\$, soit moins de la moitié de sa valeur. Plusieurs y voyaient un lieu possible pour la résidence officielle du premier ministre.

Résidant d'Outremont, M. Bouchard dort à Québec dans l'édifice du Conseil exécutif, surnommé le « bunker ». Il serait le premier heureux, dit-il, de bénéficier d'une résidence officielle. « Parce qu'une petite chambre sur le bunker et une résidence officielle, je suis capable de voir la différence, hein... » blague-t-il.

« Mais pensez à l'aspect politique de la question, ajoute-t-il. Pensez à l'aspect conjoncturel. Est-ce qu'un premier ministre, quelqu'il soit, pourrait actuellement engager des fonds ? Parce que ça ne sera pas une chose de rien. On ne bâtit pas une maison conventionnelle. »

En matinée, à Montréal, Lucien

Bouchard a présenté la candidate qui prendra la relève de Camille Laurin, malade, dans le comté de Bourget. Il s'agit de Diane Lemieux, jusqu'à maintenant présidente du Conseil du statut de la femme.

En 1996, à ce titre, Mme Lemieux avait publié une lettre à Lucien Bouchard exprimant sa « consternation » devant la décision du gouvernement — à l'époque — de reporter l'adoption du projet de loi sur l'équité salariale.

Mais la loi a été adoptée depuis et hier, Mme Lemieux traçait un bilan positif du gouvernement du Parti québécois dans ce domaine. Elle a néanmoins indiqué qu'elle n'allait pas demander aux enseignants, qui suivent Lucien Bouchard dans ses déplacements depuis le début de la campagne électorale, de laisser tomber leurs pancartes. La CEQ a déposé avant les élections des demandes évaluées à 800 millions au chapitre de l'équité.

David Payne l'emporte de haute lutte

VINCENT MARISSAL
SAINT-HUBERT

Lucien Bouchard l'a échappé belle. L'une de ses plus grandes détractrices au sein même de son parti a perdu de peu, hier soir, l'investiture dans le comté de Vachon aux mains du député sortant David Payne.

Identifiée à l'aile dure du Parti québécois, en particulier depuis ses sorties très critiques à l'égard de Lucien Bouchard, Suzanne Lachance a livré une véritable guerre de tranchées au député Payne, le seul député anglophone du PQ.

Hier soir, après deux derniers discours qui laissent clairement paraître l'inimitié entre les deux candidats, David Payne a obtenu 239 voix contre 198 à Suzanne Lachance.

Accusé d'être trop souvent absent du comté et, surtout, d'être trop mou dans les dossiers de la souveraineté et de la langue, David Payne a dû défendre son bilan en réaffirmant sa foi en la souveraineté d'un Québec français.

David Payne a fait la leçon à son adversaire qui ne s'est pas privée de dire récemment dans les journaux, et au téléjournal de Bernard Derôme il y a deux ans, qu'elle n'avait pas confiance en Lucien Bouchard.

À son tour au micro, Mme Lachance a accusé M. Payne d'avoir bafoué la volonté des militants de son propre comté qui avaient demandé, en 1996, le recours à la loi 101.

« Où est donc la démocratie de M. Payne ?, a demandé Suzanne Lachance, qui s'est présentée à l'investiture flanquée de tout l'ancien exécutif de David Payne. »

« M. Payne n'a plus aucune assise dans le comté, a-t-elle repris. »

Malgré l'amertume de la défaite, Suzanne Lachance a félicité son adversaire en lui souhaitant la meilleure des chances, mais elle ne s'est pas engagée à travailler avec lui dans cette campagne.

Pour les dirigeants du Parti québécois, la défaite de Mme Lachance est sans doute une bonne affaire, mais la division des troupes dans un comté aussi fragile n'augure rien de bon pour le reste de la campagne.



David Payne

EN BREF

Le droit de lock-out critiqué

■ La Fédération des employés de services publics de la CSN croit que le chef libéral Jean Charest, en proposant « d'accorder le droit de lock-out aux municipalités, va se mettre à dos les syndiqués du monde municipal et une bonne partie de l'électorat ». « Le chef libéral semble ignorer que la Loi sur les services essentiels, dont s'est doté le Québec il y a près de 20 ans, a changé les règles du jeu lors des conflits de travail. Cette loi avait pour but de civiliser les relations de travail dans les services publics pour éviter de pénaliser la population », dit la fédération dans un communiqué. Débat des chefs : Global repousse l'échéance

Dépenses plafonnées

■ Le directeur général des élections du Québec, Jacques Girard, rappelle qu'un parti politique qui présentera des candidats dans les 125 circonscriptions électorales pourra dépenser au plus 2 594 584 \$ au cours de la campagne électorale. Quant aux candidats, ils pourront dépenser en moyenne quelque 40 000 \$ par circonscription. Il faut noter que ces montants sont

préliminaires ; les montants définitifs ne seront connus qu'après la révision des listes électorales. Rappelons que, pour un parti, les dépenses électorales sont limitées à 0,50 \$ par électeur dans l'ensemble des circonscriptions où le parti présente un candidat.

Transport 2000 dénonce l'ADQ

■ L'association québécoise Transport 2000 s'oppose à la proposition de l'Action démocratique qui aimerait mettre fin au mandat de l'Agence métropolitaine de transport. Transport 2000 « est d'avis que l'ADQ a manqué de discernement dans son analyse et s'attend au moins à ce que les autres partis en fassent un examen plus rigoureux », dit l'organisme dans un communiqué. Transport 2000 est une association vouée à la défense des intérêts des usagers des transports.

Un débat à l'Université Laval?

■ Les étudiants de l'Université Laval ont demandé officiellement hier aux trois chefs des grands partis politiques de tenir le débat télé-

visé prévu entre eux sur le campus de l'université. « Contrairement à ce qu'on peut croire, les étudiants sont intéressés aux débats politiques et veulent y prendre part », a indiqué un porte-parole du Comité Laval Élections 1998, Vicky Trépanier.

Duguay veut créer 700 emplois

■ Le candidat du Parti québécois dans Brome-Missisquoi, le poète et chanteur Raoul Duguay, veut promouvoir un vaste projet « multimédia-tique » qui créerait selon lui plus de 700 emplois dans Brome-Missisquoi. « C'est le point de mire de ma campagne », a-t-il indiqué hier. Le but est d'attirer plus de touristes dans une région réputée pour ses endroits bucoliques, mais encore trop peu exploitée, affirme le candidat péquiste. Il s'agit d'un spectacle qui se donnera en plusieurs lieux répartis tout le long d'un circuit couvrant tout notre territoire. Le public devra se déplacer de jour en jour pour voir la suite d'un spectacle qui sera d'envergure », explique-t-il. Toutes les formes d'art seraient au rendez-vous : musique, poésie, chanson, théâtre, peinture, sculpture, architecture, cinéma, vidéo, marionnettes géantes, etc.

Monde

Avec le nouveau
Fonds Desjardins Europe,
vos placements
n'ont plus de frontières.

1 800 CAISSES



Le bilan de Mitch s'alourdit

Au moins 20000 morts et disparus en Amérique centrale

d'après AFP
SAN JOSE

Le nombre des victimes du cyclone Mitch ne cessait de croître hier soir en Amérique centrale où on dénombrait plus de 7000 morts et 12 000 disparus, la majorité au Honduras et au Nicaragua, selon les dernières estimations officielles.

Le nombre de personnes sinistrées à des degrés divers dépassait dix millions.

Le bilan s'est notamment aggravé avec l'annonce par un porte-parole de la Commission permanente des situations d'urgence (COPECO) du Honduras, le lieutenant de navire Onelio Salgado, de 5283 morts et 10 085 disparus.

Deux millions de personnes se trouvaient sans abri ou avaient été directement affectées, soit plus du tiers de la population, a ajouté Onelio Salgado.

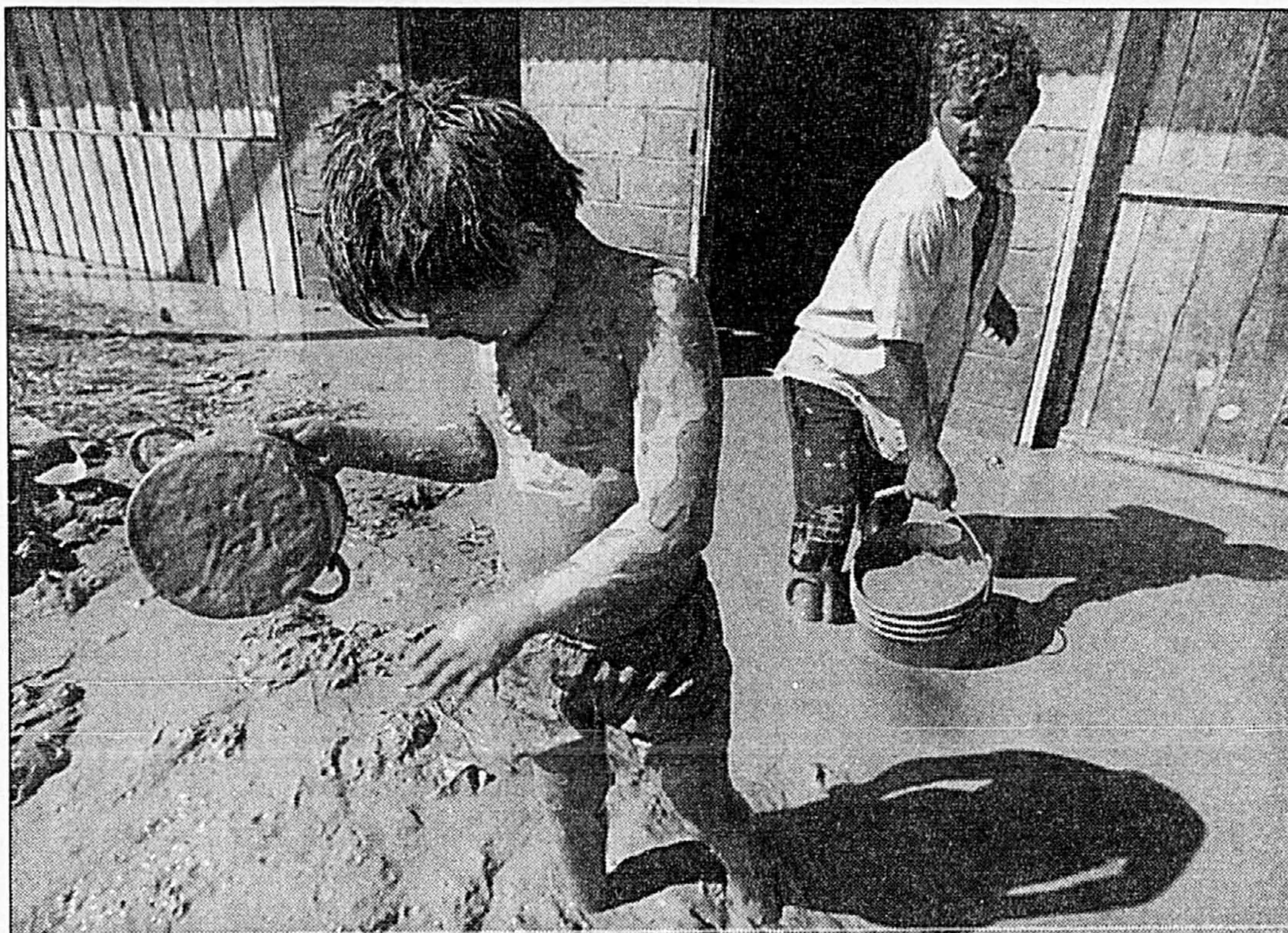
Auparavant le ministre des Transports, Tomas Lizano, avait évalué à « plus de 5000 » le nombre de disparus.

Au Nicaragua, 1700 morts avaient été dénombrés après la découverte de 250 nouveaux cadavres hier sur les flancs du volcan Casitas, près de Posoltega, à 130 km au nord-ouest de Managua, où un glissement de terrain avait emporté vendredi cinq villages. Ce chiffre porte à 1100 le nombre de morts pour cette seule tragédie.

Selon le maire de Posoltega, Felicitia Zeledon, 1900 personnes pourraient avoir péri.

Le nombre officiel des disparus était de 1817 dans tout le pays, tandis que les sinistrés atteignaient plus de 400 000.

Cependant le vice-président Enrique Bolanos a indiqué que 4500 personnes habitaient les cinq communes ensevelies et non 3000 comme indiqué précédemment et seuls 180 survivants avaient été re-



Un petit garçon de 9 ans, Juan Carlos, aide son père, Marcos Aguilar, à sortir la boue de leur demeure, à San Pedro Sula.

PHOTO JUAN CARLOS ULATE, Reuters

trouvés, ce qui laissait craindre un nombre beaucoup plus élevé de morts.

L'aide tarde

Des dizaines de milliers de sinistrés au Honduras et au Nicaragua étaient toujours livrés à eux-mêmes hier, sans toit, sans vivres et sans eau, dans l'océan de boue et de ruines laissé par les inondations provoquées par le cyclone.

Alors que l'aide internationale tardait à venir, dans l'un et l'autre pays, avec près d'un million de sans-abri, des centaines de personnes ont passé leur sixième ou sep-

tième nuit sur le toit de maisons ou dans la cime des arbres au milieu de courants de boue qui semblaient ne pas devoir faiblir.

Manquant de forces, désespérés, ces hommes, femmes ou enfants voyaient passer des hélicoptères ou des canots qui ne pouvaient s'approcher pour leur porter secours, notamment dans la Mosquitia, territoire des indiens Miskitos, dans le nord du Honduras.

« Hier, nous avons tenté d'arriver en hélicoptère à la Mosquitia, mais nous n'avons pas réussi, nous le tenterons encore aujourd'hui », a déclaré le directeur de l'Institut na-

tional agraire (INA), Anibal Delgado.

Quelque 60 hommes-grenouilles des États-Unis se sont joints aux opérations de secours, particulièrement dangereuses du fait des centaines de troncs d'arbres, planches ou tôles flottant sur les rivières et les marais qui ont débordé.

Dans les départements de Choluteca et Valle (sud du Honduras), des centaines de personnes isolées réclament leur évacuation, mais les autorités ne disposent que de deux hélicoptères.

Le gouvernement a déclaré l'« état d'exception », qui com-

prend notamment des restrictions dans les déplacements et un couvre-feu de 20 h à 6 h locales.

Au Nicaragua, des centaines de paysans ont fui dans la nuit les flancs du volcan Casitas, à 130 km au nord-ouest de Managua, après avoir entendu des « grondements » qu'ils ont pris pour un signal annonciateur d'un nouveau glissement de terrain.

Des hommes, des femmes, des enfants, paniqués, ont couru à travers champs et sous une pluie battante vers Chichigalpa, à 5 km de là, a affirmé son maire, Eligio Palacio. L'exode se poursuivait hier.

Par ailleurs, des dizaines de familles de 20 quartiers pauvres des rives du Lac de Managua menacés par la montée des eaux ont encore dû être évacués hier par l'armée et la police alors que plusieurs maisons et petits restaurants avaient déjà disparu sous les eaux.

Des milliers de personnes étaient toujours isolées et menacés par la faim, la soif et la maladie dans 172 communes cernées par les eaux boueuses, où les secours n'étaient toujours pas arrivés.

Plusieurs villages du nord-ouest et nord du pays, à la frontière avec le Honduras, ont pratiquement disparu, emportés par la crue des rivières.

Le chef de la Défense civile, le colonel José García, a indiqué que faute de moyens aériens suffisants, la priorité avait été donnée aux tâches de recherche des survivants et d'évacuation des personnes isolées plutôt qu'à la distribution de vivres.

Au Guatemala, le cyclone a causé 157 morts dénombrés et 51 000 sans-abri. 75 nouveaux éboulements se sont produits dans la soirée de lundi, qui ont pu causer de nouvelles victimes. Selon le président guatémaltèque Alvaro Arzu, 900 000 personnes étaient toujours exposées au danger de nouveaux glissements de terrain.

Au Salvador, le nombre de morts a atteint 224 hier, 96 personnes étaient portées disparues et 48 794 sont sinistrées, selon un dernier bilan du Comité d'urgence nationale (COEN).

Les cinq pays dévastés appellent l'ONU à l'aide

EDITH LEDERER
d'après AP, NATIONS UNIES

L'ouragan Mitch risque d'apparaître comme la catastrophe naturelle du siècle en Amérique Centrale et l'aide internationale est indispensable pour aider cette région du monde à panser ses plaies, estiment les ambassadeurs aux Nations unies des cinq pays centro-américains.

Si la reconstruction prendra plusieurs années dans les deux pays les plus touchés, le Honduras et le Nicaragua, une aide d'urgence est indispensable dès maintenant pour secourir les survivants et enterrer les morts.

L'ambassadeur du Honduras, Hugo Noe-Pino, flanqué de ses collègues du Nicaragua, du Salvador, du Guatemala et du Costa-Rica, a estimé hier à New York que l'ouragan avait fait faire un bond en arrière d'au moins 30 ans à la région. Au Honduras même, Mitch a fait au moins 5000 morts, et un demi-million de sans-abri; 75 ponts se sont effondrés, 70 % des infrastructures sont endommagées et 70 % du produit intérieur brut est perdu, selon l'ambassadeur.

« Les besoins en nourriture, en médicaments, en vêtements et autres denrées de base sont très, très importants. L'État est, à ce stade, incapable par lui-même de porter assistance à tout le monde. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de la coopération de la communauté internationale », a ajouté M. Noe-Pino.

La Croix rouge estime que le Honduras a besoin de dix millions de dollars d'assistance immédiate, le total des destructions pouvant atteindre au minimum les deux milliards.

Quant à l'ambassadeur du Nicaragua, Alfonso Ortega Urbina, il a affirmé lui aussi que 70 % des infrastructures avaient été détruites. Une quarantaine de ponts ont carrément disparu, 35 autres sont en mauvais état. Le bilan provisoire est de 1500 morts et de nombreuses régions sont coupées du

reste du pays. « La situation des gens est tragique. Ils n'ont pas de nourriture, pas de toit. Ils n'ont pas de vêtements. Ils ont donc désespérément besoin d'aide. Et comme nous n'avons pas de récolte dans les six prochains mois, alors il y aura la faim ».

La Croix rouge internationale et plusieurs pays dont l'Espagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Norvège ont déjà acheminé de l'aide mais celle-ci est insuffisante, selon l'ambassadeur du Nicaragua. M. Ortega Urbina estime que son pays a besoin d'une aide immédiate de 15 à 20 millions de dollars qui sera utilisée en aide d'urgence aux victimes, pour enfouir les morts et se débarrasser des nombreux animaux qui ont aussi été tués.

À cause de la « grosse gifle » de l'ouragan Mitch, le Nicaragua ne pourra pas s'acquitter du service de sa dette d'un milliard de dollars, a expliqué le représentant de Managua qui a demandé aux institutions internationales et aux États de soutenir l'économie de son pays.

Les choses sont moins dramatiques dans les autres pays d'Amérique centrale. Au Salvador, 150 personnes au moins ont été tuées tandis qu'une centaine sont portées disparues. Au Guatemala, le bilan est d'une centaine de morts, de 200 disparus et la capitale, Ciudad de Guatemala, est coupée du reste du pays qui a besoin de vivres, de carburant, de médicaments et de vêtements. Enfin, on dénombre quatre morts et quatre disparus au Costa-Rica.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé avoir distribué plus de 100 000 tonnes de vivres prévues à l'origine pour soutenir des projets de développement au Nicaragua. Des stocks de vivres sont aussi distribués au Honduras.

Quant à l'Unicef, elle a fourni pour 20 000 dollars de médicaments au Nicaragua et a expédié 500 000 sachets de sels pour la déshydratation utilisés en cas de diarrhée et de choléra. Au Honduras, la même agence onusienne fournit des vivres, des médicaments et des couvertures à plusieurs milliers de personnes, ainsi que de l'eau potable.



Des résidents de El Progreso — ville située à une quarantaine de kilomètres de San Pedro Sula — tentent de regagner leurs maisons dans l'espoir de récupérer leurs biens, s'il en reste.

PHOTO REUTERS

PREMIERS SECOURS

CANADA

■ Le gouvernement fédéral fournira une aide de 1 million aux pays centro-américains dévastés par l'ouragan Mitch. Ottawa n'a pas indiqué comment l'aide sera distribuée, mais a déclaré qu'il travaillerait en étroite collaboration avec des organismes humanitaires.

QUÉBEC

■ Le gouvernement du Québec versera une aide de 100 000 \$ au Honduras et au Nicaragua par l'entremise d'Oxfam-Québec. Québec pourra apporter une assistance supplémentaire à la reconstruction des pays éprouvés.

ÉTATS-UNIS

■ Les États-Unis ont débloqué une première aide d'urgence de près de 3,5 millions de dollars aux pays d'Amérique centrale et promis une aide supplémentaire dans les jours à venir.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

■ La Commission européenne a décidé d'accorder une aide d'urgence de 8,1 millions de dollars aux sinistrés d'Amérique centrale par l'intermédiaire du bureau régional de l'office humanitaire de la Commission européenne.

SUISSE

■ La Suisse a pour sa part annoncé à Berne une aide

de 750 000 dollars qui ira à l'achat de médicaments et de biens alimentaires. Une tonne de tablettes de chlore va être envoyée de Suisse pour purifier 20 millions de litres d'eau.

FRANCE

■ La France a envoyé une équipe de 23 spécialistes des catastrophes naturelles et du matériel d'urgence pour assister les pays sinistrés. Il s'agit de personnel de la sécurité civile, spécialiste de ce type de désastre, avec du matériel de première urgence.

ONU

■ Deux équipes d'évaluation de l'ONU, comptant trois à quatre personnes chacune, sont arrivées au Honduras et au Nicaragua. Le Programme alimentaire mondial (PAM), agence de l'ONU, espère pouvoir rapidement distribuer 3000 tonnes de vivres à 150 000 personnes sinistrées au Nicaragua. Le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF) a pu livrer au Honduras 80 000 rations de nourriture, de l'eau, des médicaments de base et des couvertures à des personnes réfugiées dans des abris de fortune.

MSF

■ Médecins sans frontières, qui mobilise une trentaine de personnes sur place, a indiqué apporter une aide d'urgence dans cinq régions du Nicaragua, aide favorisée par le prépositionnement de stocks de médicaments dans la région.



Un cédérom pour attirer les scientifiques en herbe

Tout jeunes, la plupart des enfants s'accrochent à la science avec un grand S et en raffolent. C'est après que ça se gâte. Selon le Conseil de la science et de la technologie, la proportion des jeunes intéressés à poursuivre des études en sciences est en chute libre. Dans certaines disciplines, jusqu'à 70 % des étudiants abandonnent leurs études techniques ou scientifiques.

Une situation qui inquiète les entreprises spécialisées dans la haute technologie. « Nous ne sommes pas en crise et ce n'est pas encore un problème criant, dit Renée Cardinal, porte-parole de Nortel Networks. Mais ça s'en vient. Surtout que le développement des entreprises comme la nôtre dépend de l'innovation technologique. »

Les statistiques sont troublantes. « En techniques de l'informatique, plus de 70 % abandonnent en cours de route. Entre 40 et 60 % de ceux qui s'inscrivent dans des disciplines scientifiques ou techniques, aussi bien au collégial qu'à l'université, n'obtiennent pas le diplôme », peut-on lire dans un avis préparé par le Conseil de la science et de la technologie. À l'université,

50 % des élèves inscrits dans des disciplines de sciences pures n'avaient pas encore reçu de diplôme après cinq ans.

Que faire pour revamper la discipline et inciter les jeunes à choisir et terminer des études scientifiques ?

Chez Nortel, on se penche sur la question depuis dix ans. De connivence avec les intervenants du milieu de l'éducation, la Société pour la promotion de la science et de la technologie (SPST) et soutenue par les ministères de l'Industrie et de la Culture, l'entreprise a créé l'Institut Nortel qui permet à des professeurs des niveaux primaire, secondaire et collégial d'assister, pendant une semaine, à des ateliers, des séminaires et des conférences sur la gestion et la technologie de l'information. Tout cela, aux frais de Nortel. Après tout, il en va de la survie de la société.

Mais pour attirer les étudiants qui ont déjà le béguin, Nortel vient de lancer un cédérom invitant les jeunes de la fin du primaire, ainsi que du secondaire et du collégial à une visite virtuelle des installations de recherche et développement du siège social à Ottawa.

L'outil, qui se veut promotion-

nel, présente des facettes souvent méconnues de l'entreprise. Par exemple, le jeune qui fait la visite, rencontre une cinquantaine d'employés de Nortel qui ont choisi de faire carrière en sciences. Il peut poser des questions sur leur travail, leur formation, leurs compétences et autres sujets liés à leur carrière. Et surtout, en apprendre un peu plus sur les motivations qui les ont poussés à se rendre jusqu'au bout.

Ce sont des jeunes eux-mêmes qui ont participé à l'élaboration des entrevues. Nortel les a recrutés à l'école Earl of March, une école secondaire de la région de Kanata.

Outre les témoignages des employés, on peut naviguer à l'intérieur de l'édifice grâce à la technologie QuickTime VR. On se promène de labo en labo tout en faisant une petite promenade vers les installations sportives, les salles de démonstration et la cafétéria. Un petit jeu de chasse au trésor permet aux non-initiés de se familiariser avec le produit.

Nortel dit qu'elle a conçu ce cédérom parce qu'elle craquait sous les demandes de visites guidées provenant des écoles de la région. Les chercheurs, que tout ce va-et-vient dérangeait, ont demandé une alternative.

Nortel possédait déjà une expertise en produits multimédias pour ses besoins internes. Un intranet, peut-être un des plus importants au monde, relie les employés entre eux. Des cédéroms de formation sont constamment offerts aux personnes qui souhaitent continuer leur apprentissage. « Le temps de formation a été coupé en deux, dit Mme Cardinal. Au lieu de trois jours, les employés passent maintenant un jour et demi à apprendre. Et ils le font quand ils en ont envie. »

Mais il faudra plus que des cédéroms pour charmer de futurs ingénieurs. Après tout, les étagères des boutiques regorgent de produits multimédias à caractère scientifique et les enfants n'ont jamais été aussi entourés d'objets à puces. Comme le dit Sylvain Boisvert, ingénieur en génie électrique qui a fini ses études il y a cinq ans : « Il faut d'abord aimer les sciences, être passionné. Et ne pas se leurrer sur ce qu'un ingénieur fait. Ce n'est pas toujours des petits gadgets amusants qu'on fabrique, mais des outils utiles qui servent les gens. Et dont je suis fier. »

Pour obtenir une copie du cédérom : 1-800-4-NORTEL



PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

« La science, c'est pas juste fabriquer des petits gadgets ou des jeux Nintendo. C'est aussi pouvoir créer des objets utiles et appréciés », dit Sylvain Boisvert, chef ingénierie de systèmes d'accès chez Nortel.

Un site Internet pour réfugiés en Europe

Agence France-Presse
BRUXELLES

Un site Internet fournit depuis quelques jours des renseignements sur la situation des réfugiés en Europe, ont annoncé ses initiateurs, les organisations « ECRE » (Conseil européen sur les réfugiés et exilés) et la « Task Force on Integration ».

Ce site permet l'accès à une base de données à laquelle plus de 200 organisations d'aide aux réfugiés collaborent.

ECRE est une association fondée en 1973 qui réunit 63 organisations non-gouvernementales européennes spécialisées dans la défense des réfugiés.

ECRE diffuse sur son site des statistiques sur les populations réfugiées, les lois des pays d'accueil, et offre également des services de messageries les organisations-membres et les réfugiés.

« Nous regroupons actuellement 200 organisations et nous prévoyons l'arrivée de centaines de nouveaux membres dans le mois à venir », a déclaré M. Koen Demesmaeker, porte-parole de l'ECRE.

« Notre objectif est de couvrir toute l'Europe et pas seulement l'Union européenne », a-t-il ajouté.

ECRE coordonne notamment 59 projets pilotes pour donner une formation ou un logement aux réfugiés financés avec des fonds européens (10 millions d'écus).

L'UE accueille actuellement 3,78 millions de demandeurs d'asile et de réfugiés, selon des chiffres du HCR (Haut-commissariat pour les réfugiés).

L'adresse du site est :

<http://www.refugeenet.org>

Sortez de l'ordinaire

AVEC LE CAHIER
Sortir
DU JEUDI DANS
La Presse



MB MicroBytes

6^e ANNIVERSAIRE

SPÉCIAL #1					SPÉCIAL #2				
PUISSANCE 266 Mhz INTEL CELERON	MÉMOIRE 32 MB SDRAM	DISQUE DUR 3.2 GO UDMA	CD 32X	FAX MODEM 56 K A/ VOIX	300 Mhz CELERON 128K CACHE	MÉMOIRE 64 MB SDRAM	DISQUE DUR 6.4 GO UDMA	CD 36X	FAX MODEM 56 K A/ VOIX
ÉCRAN COULEUR 15" SVGA	CARTE DE SON PCI 32	HAUT PARLEUR 80 WATTS	VIDÉO 4 M AGP 3D	2 PORTS USB	ÉCRAN COULEUR 17" SVGA	CARTE DE SON Ensoniq	HAUT PARLEUR 80 WATTS	VIDÉO 8 M ATI AGP	2 PORTS USB
974.99\$ OU 31.99\$/MOIS O.A.C.					1394.99\$ OU 42.99\$/MOIS O.A.C.				
MIS-A-JOUR A: AJOUTER: Celeron 300a 128k + 80 \$ Pentium II 333 + 230 \$ Ecran 17" SVGA + 135 \$ 64 megs SDRAM + 64 \$					MIS-A-JOUR A: AJOUTER: Celeron 333 128k + 20 \$ Pentium II 333 + 150 \$ Ecran couleur 19" + 345 \$ 128 megs SDRAM + 127 \$				

Écran couleur 17" Optique 071
389.99\$

Imprimantes Epson 640 - 299.99\$ 850 - 509.99\$

Imprimante HP Laserjet 1100
609.99\$

FAX MODEM 56K V.90
56\$

NOUS OFFRONS MAINTENANT UN PROGRAMME DE PROLONGEMENT DE GARANTIE.

2 ANS DE GARANTIE SUR pièces et main d'oeuvre.
2 Ans de remplacement instantané sur les composants
SUR LES SYSTÈMES ANNONCÉS

LA VENTE SE TERMINE LE 10 NOVEMBRE COMPTANT OU INTERAC SEUL LES PRIX ET LA DISPONIBILITÉ PEUVENT CHANGER SANS PRÉAVIS

INTERNET :
www.microbytes.com
Courrier électronique
info@microbytes.com

Prêt d'étudiants jusqu'à 3,000 \$ acceptée!

FINANCEMENT DISPONIBLE

FRANCHISES DISPONIBLES APPELÉZ 540-0304

- QUEST**
940, BOUL. ST-JEAN
POINTE-CLAIRE
TÉL.: (514) 426-2586
FAX: (514) 426-3465
- CENTRE-VILLE**
1150, RUE UNION
MONTRÉAL
TÉL.: (514) 871-8515
FAX: (514) 871-9936
- EST**
6436, JEAN-TALON EST
SAINT-LÉONARD
TÉL.: (514) 253-4306
FAX: (514) 253-5894
- LAVAL**
577, ST-MARTIN O.
LAVAL
TÉL.: (450) 629-8707
FAX: (450) 629-4364
- SUD**
3505, TASCHEREAU
SAINT-HUBERT
TÉL.: (450) 445-7178
FAX: (450) 445-7088
- INTERURBAIN**
990 - BYTES
1-877-MICROBYTES

1 h 23 DU MATIN

Vous avez du mal à respirer.

MedicAlert
PARLE POUR VOUS
1-800-668-6381
www.medicalert.ca

Garantie de prêt micro du Gouvernement du Québec **3000\$**

ORDINATEURS PROSYS

SUPER VENTE DE LIQUIDATION!

CETTE SEMAINE

Nom de model	SÉRIE ULTRA
PROCESSEUR INTEL	Pentium® II 233MHz
CACHE	512Ko cache interne L2 32Mo
DISQUE DUR	2.5Go Ultra ATA 512Ko cache
MONITEUR	Non-inclus (en option 14", 15" et 17")
DVD/CD-ROM	24X CD-ROM
GRAPHIQUE	S3 Virge 4Mo PCI
COMMUNICATION	56K MAX FAX/MODEM V90
SON	16-bit stereo, MIDI
LOGICIELS INCLUS	Correcteur 101 Personnel non-inclus Ms Windows98 (en option en magasin!)
ÉGALEMENT INCLUS	-1 mois d'accès Internet GRATUIT avec service Bell Sympatico. -Haut-parleurs stéréo amp. -Clavier 101 touches -Souris Logitech -Lecteur 3.5" 1.44Mo
SEULEMENT Quantités Limitées	999\$

Logix Innovation
Ecole Polytechnique
(514)340-3990

Logix Innovation
5173 Côte-des-neiges
(514)735-7850

Intel, Intel Inside logo and Pentium are registered trademarks and MMX is a trademark of Intel Corporation. Photo non-contractuelle. Garantie 1 an limitée.

Surprenant

Salon de la gastronomie

Présenté par **maxi maxi provigo**

Menu du jour
Le Grand Théâtre Maxi, Maxi & Cie et Provigo vous offre un feu roulant de démonstrations culinaires. Notre porte-parole Madame **Pauline Martin** anime le concours Toques, toques, cuisinez. Plus de 130 exposants!

À la carte
Concours Toques, toques, cuisinez avec invités.
Patrice L'Écuyer
Marc-André Coallier
Anne Dorval
Suzanne Champagne et plus!

Prix d'entrée :
Adultes : 12,00 \$
65 ans et plus : 10,00 \$
Étudiants : 9,00 \$
6 à 12 ans : 5,00 \$
Moins de 6 ans : gratuit
(514) 344-6700

Heures d'ouverture :
Jeudi de 11 h à 21 h
Vendredi de 10 h à 21 h
Samedi de 10 h à 19 h
Dimanche de 10 h à 19 h

Place Bonaventure
5 au 8 novembre 1998

<http://pages.infinet.net/cuisinez>

Madrid sonde les intentions de l'ETA

Agence France-Presse
MADRID

Le chef du gouvernement espagnol José María Aznar a effectué hier un nouveau geste qui renforce l'espoir de paix au Pays basque, en autorisant l'établissement de contacts avec « l'entourage » de l'organisation séparatiste basque ETA.

L'exécutif conservateur entend ainsi sonder la « volonté réelle » de l'ETA concernant un éventuel abandon définitif de la lutte armée qui permettrait l'engagement d'un processus de paix au Pays basque, a confirmé le porte-parole du gouvernement, Josep Piqué.

L'organisation armée observe une trêve illimitée depuis le 16 septembre. À la veille des élections régionales basques du 25 octobre, un porte-parole de l'ETA avait assuré, dans des déclarations à la BBC, que le cessez-le-feu était « ferme et sérieux ».

Fait inhabituel sur ce genre de sujet, la décision du gouvernement d'entamer des « contacts exploratoires » avec des interlocuteurs du Mouvement de libération nationale basque (MLNV), qui englobe l'ETA, a été rendue publique par un porte-parole de la présidence du gouvernement.

Cependant, ce porte-parole s'est refusé à fournir la moindre indication sur les interlocuteurs autant du côté des séparatistes que des autorités espagnoles.

Dimanche, le journal madrilène *El País* soutenait qu'un plan de paix pourrait être négocié dans un premier temps entre le gouvernement et le porte-parole de la coalition Herri Batasuna (HB, bras politique de l'ETA) Arnaldo Otegi. Hier, le quotidien *El Mundo* évoquait la possibilité de contacts entre des agents des services secrets et des dirigeants indépendantistes.

L'exécutif a affirmé avoir pris cette décision à la vue des changements observés au sein du MLNV. Selon lui, le nouveau scénario au Pays basque après les élections du 25 octobre permet d'effectuer de nouveaux pas vers la disparition définitive de la violence, a ajouté ce porte-parole.

Le ton modéré des dirigeants de HB et l'impression qu'ils sont décidés à respecter les institutions démocratiques après leur forte poussée aux élections régionales ont incité le gouvernement à faire ce nouveau geste, ont indiqué des sources proches de l'exécutif.

M. Aznar a toujours conditionné des progrès dans l'établissement du processus de paix au Pays basque à l'acceptation par l'ETA des résultats des élections du 25 octobre et de l'abandon définitif de la lutte armée.

Les élections au Parlement bas-

que ont été remportées à la majorité relative par le Parti nationaliste basque (PNV, modéré) déjà au pouvoir à Vitoria. Mais elles ont aussi laissé apparaître, outre une forte poussée des indépendantistes, une nette avancée des conservateurs du Parti populaire (PP) de José María Aznar.

La décision annoncée hier par le gouvernement a été bien accueillie par la classe politique. Les socialistes ont réaffirmé que l'exécutif comptait sur leur appui dans cette affaire.

« C'est important que le gouvernement prenne l'initiative et gère la trêve de l'ETA d'une façon intelligente, responsable et courageuse », a dit pour sa part le leader de Izquierda Unida (coalition autour des communistes) au Pays basque, Javier Madrazo.

« C'est un geste audacieux », a

renchéri le vice-secrétaire général du parti nationaliste Eusko Alkartasuna (EA, modéré), Rafa Larreina, tout en espérant qu'il conduise à la paix.

Herri Batasuna a annoncé qu'elle étudierait dans l'après-midi la décision du chef du gouvernement d'autoriser des contacts avec « l'entourage » de l'ETA.

Le 15 octobre, le gouvernement avait fait un premier geste symbolique en réponse à la trêve de l'ETA en transférant au Pays basque quatre détenus de l'organisation armée et en accordant un régime de semi-liberté à un cinquième.

Le rapprochement des prisonniers « etarras » (535 au total en Espagne) vers le Pays basque est une revendication traditionnelle des nationalistes, autant des radicaux que des modérés.

Avec nos conseils d'épargne pour les études de votre enfant, vous aurez non seulement l'esprit tranquille dans le futur...

Vous aurez surtout l'esprit tranquille aujourd'hui.

« Si un jour ma fille veut étudier à l'université, mais qu'on n'en a pas les moyens, elle ne sera sûrement pas la seule à être déçue. Avec des conseils de placement pertinents au moment opportun et avec une foule d'options, on peut tous les deux envisager l'avenir avec optimisme. Et même se sentir rassurés dès aujourd'hui. »

Gestion des avoirs CIBC

De meilleurs conseils. Plus d'options.
Le respect de vos décisions.

Nous croyons que les études post-secondaires devraient être accessibles à tous les enfants. C'est pourquoi nous vous présentons un nouveau régime enregistré d'épargne-études (REÉ), *SuperDépart*SM, composé de six portefeuilles personnalisés ainsi que des options de placements allant des Fonds mutuels CIBC¹ à haut rendement au large éventail de CPG de la CIBC.

Pour obtenir des conseils d'expert, communiquez avec votre conseiller bancaire personnel CIBC dès aujourd'hui. Composez le 1 800 465-3863 ou visitez notre site web www.cibc.com/francais/

Ouvrez un compte REÉ *SuperDépart*SM avant le 31 décembre 1998 et obtenez un ensemble de collection de la Monnaie royale canadienne², un cadeau qui prendra de la valeur au fil des ans.

BANQUE
CIBC

VOIR LOIN... UNE TRADITIONSM

¹ Les Fonds mutuels CIBC sont offerts par Placements CIBC Inc., filiale de la Banque CIBC.
² Des délais et conditions d'admissibilité s'appliquent. Pour d'autres détails, rendez-vous dans un centre bancaire. SM Marque de commerce de la Banque CIBC

Un officier français espion pro-serbe

d'après AFP
PARIS

Le gouvernement français a gardé hier un silence embarrassé après l'arrestation samedi dernier du commandant de l'armée de terre Pierre Bunel, membre important de la représentation militaire française auprès de l'OTAN, inculpé pour « intelligence » au profit des Serbes de Yougoslavie.

Cette affaire d'espionnage est doublement embarrassante pour la France, du fait de certains précédents durant la crise bosniaque et de la période sensible à laquelle elle intervient dans la crise du Kosovo.

L'officier est soupçonné d'avoir remis à des agents serbes des documents classés « secret-défense » sur les sites militaires yougoslaves qui auraient été les cibles de frappes aériennes de l'OTAN si les forces serbes ne s'étaient pas retirées du Kosovo au moment du dernier ultimatum le 27 octobre.

L'avocat de Pierre Bunel, Me Eric Najszat, a indiqué que son client affirme avoir agi pour des « raisons humanitaires ». Me Najszat a contesté la version selon laquelle l'officier aurait remis ces documents à un agent yougoslave « par sentiment pro-serbe », comme l'avaient indiqué dans un premier temps des sources proches de l'enquête.

Au cours de sa garde à vue de quatre jours par la Direction de la surveillance du territoire (DST, contre-espionnage), il aurait toutefois reconnu avoir agi par sentiment pro-serbe, reproche récurrent fait à l'armée française en Bosnie.

À l'OTAN, on indiquait qu'il semblait improbable que le commandant Bunel, qui s'occupait de l'organisation des visites ministérielles et militaires françaises à l'OTAN, ait pu disposer de la liste exacte des sites militaires yougoslaves visés.

Cette affaire est « gravissime », estime le général Philippe Morillon, qui fut en 1992 et 1993 commandant de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, dans une interview au quotidien *Le Parisien*. « Qu'un officier français communique des renseignements à une puissance étrangère me stupéfie et me scandalise », déclare le général. « C'est gravissime, mais, heureusement, exceptionnel ».

Cette affaire d'espionnage « qui porte ombrage à toute l'Organisation », selon une source proche de l'Alliance, y relance les soupçons de sympathies pro-serbes de l'armée française. Elle « n'aide pas » à améliorer l'image de la France à ce sujet, reconnaît la même source, d'autant que la presse américaine avait stigmatisé en avril le rôle en Bosnie d'un autre officier français, Hervé Gourmelon, qui aurait empêché l'arrestation du criminel de guerre Radovan Karadzic.

Le ministre français de la Défense avait à l'époque reconnu qu'un officier, dont il ne fournissait pas l'identité, avait eu des « relations » ayant « pu paraître contestables » avec des personnes poursuivies pour crimes de guerre par le Tribunal pénal international de La Haye. Le commandant Gourmelon avait été rappelé en France fin 1997.

LA SEMAINE QUÉBÉCOISE DE LA CITOYENNETÉ

Organisée par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration, la Semaine québécoise de la citoyenneté, qui se déroule du 6 au 13 novembre, souligne et récompense les mérites de personnes, d'organismes ou d'entreprises pour leur contribution exceptionnelle au développement social, économique, politique et culturel du Québec.

Le cahier présente des entrevues avec les lauréats des prix Jacques-Couture (rapprochement interculturel), Claire-Bonenfant (valeurs démocratiques) et Anne-Greenup (solidarité), les projets spéciaux et un aperçu des activités de la semaine dont le Rendez-vous des jeunes créateurs en art.

Un cahier spécial
à ne pas manquer
samedi dans

La Presse